Quatre-vingt-dixième année. — N° 115. Le Numéro : 20 francs. Dimanche 18 Mai 1958.

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

LOIS ET DÉCRETS

ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

ABONNEMENTS	LOIS ET DÉCRETS			Textes d'intérêt général	Documents administratifs	DÉBATS			Conseil économique		Documents		
						Assemblée nationale	Conseil de la République	Assemblée Union française	Avis et Rapports	Bulletin	Assemblée nationale	Conseil de la République	Assemblée Union fr.
C. C. P. : 9063.13, Paris	TROIS MOIS	SIX MOIS	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN
	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS
Métropole et Outre-mer.	1.800	3.500	6.500	4.000	900	2.200	1.600	1.000	800	1.000	3.000	3.000	750
Etranger.	2.700	5.300	10.000	5.500	1.200	4.000	2.400	1.400	1.200	1.300	4.000	4.000	1.100

L'Édition des LOIS ET DÉCRETS comprend : les textes des lois, décrets, arrêtés, circulaires, avis, informations, annonces et tables mensuelles.

Les Éditions des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE, du CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE et de l'ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE comprennent le compte rendu *in extenso* des séances, les questions écrites et les réponses des ministres.

Éditions du CONSEIL ÉCONOMIQUE { Avis et rapports ; Bulletin analytique des séances.

Les Éditions des DOCUMENTS de L'ASSEMBLÉE NATIONALE, du CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE et de l'ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE comprennent les projets et propositions de loi, rapports et avis des commissions.

L'Édition des DOCUMENTS ADMINISTRATIFS comprend les rapports et statistiques des administrations.

Les tables annuelles sont fournies gratuitement aux abonnés.

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION : 31, Quai Voltaire, Paris (7e). — Tél. : LIT 27-91

SOMMAIRE

DECRETS, ARRETES ET CIRCULAIRES

PRESIDENCE DU CONSEIL

Décret du 12 mai 1958 portant nomination dans l'ordre national de la Légion d'honneur (p. 4750).

Circulaire du 8 mai 1958 relative à l'avancement des administrateurs civils pour l'année 1958 (p. 4750).

MINISTERE DE LA JUSTICE

Arrêtés portant nominations au cabinet du garde des sceaux, ministre de la justice, et délégations de signature (p. 4750).

Liste des candidats définitivement admis à l'examen professionnel d'aptitude aux fonctions de juge de paix (session de mars 1958) (p. 4751).

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMEES

Décret du 17 mai 1958 portant affectation d'un officier général de l'armée de terre (p. 4751).

MINISTERE DES FINANCES, DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET DU PLAN

Arrêté portant délégation de signature (p. 4751).

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

Décrets du 12 mai 1958 portant promotions, nominations et annulation de nomination dans l'ordre national de la Légion d'honneur (p. 4751).

Arrêtés du 15 avril 1958 fixant le nombre des élèves à admettre à l'école normale supérieure et à l'école normale supérieure de jeunes filles à la suite du concours de 1958 (p. 4755).

Arrêté du 13 mai 1958 relatif à la commission d'application de la convention internationale pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé et de la convention annexe (p. 4756).

(1 f.)

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

Arrêté du 12 mai 1958 portant revalorisation des pensions des agents retraités des réseaux secondaires d'intérêt général, de voies ferrées d'intérêt local et de tramways à compter du 1er janvier 1958 (p. 4755).

Arrêté et *décision* du 12 mai 1958 portant création et désignation des membres de la commission consultative économique de l'aéroport de Lyon-Bron (p. 4756).

Arrêté portant attribution de fonctions (administration centrale) (p. 4756).

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

Décrets du 10 mai 1958 portant promotions et nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur (p. 4756).

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION

Arrêtés portant nominations au cabinet du ministre et délégation de signature (p. 4758).

MINISTERE DE LA RECONSTRUCTION ET DU LOGEMENT

Arrêtés portant nominations au cabinet du ministre et délégations de signature (p. 4758).

Naturalisations (rectificatif) (p. 4759).

INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

Assemblée nationale. — Ordre du jour. — Décès d'un député. — Convocation de commission (p. 4759).

Conseil de la République. — Ordre du jour (p. 4760).

INFORMATIONS RELATIVES A L'ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE

Ordre du jour. — Convocation de commission (p. 4760).

AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

Ministère des finances, des affaires économiques et du plan.

Avis aux importateurs de pommes de terre de consommation et de pommes de terre primeurs originaires et en provenance d'Espagne et d'Italie (p. 4760).

Ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports.

Avis de concours pour le recrutement de professeurs de travaux publics et bâtiment dans les écoles nationales d'ingénieurs de Strasbourg et de Maison-Carrée (modificatif) (p. 4760).

Annonces (p. 4761).

DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

PRESIDENCE DU CONSEIL

Décret du 12 mai 1958 portant nomination dans l'ordre national de la Légion d'honneur.

Par décret du Président de la République en date du 12 mai 1958, rendu sur la proposition du président du conseil des ministres, vu la délibération du conseil de l'ordre du 30 avril 1958 portant que la présente nomination est faite en conformité des lois et règlements en vigueur, est nommé dans l'ordre national de la Légion d'honneur:

Au grade de chevalier.

M. Paul Bouveron, entrepreneur de travaux publics; 45 ans de services militaires et d'activité professionnelle.

Circulaire du 8 mai 1958 du secrétaire d'Etat à la fonction publique (n° 408 F. P.) et du secrétaire d'Etat au budget (n° F 2-36) relative à l'avancement des administrateurs civils pour l'année 1958.

Le secrétaire d'Etat à la fonction publique et le secrétaire d'Etat au budget à Messieurs les ministres et secrétaires d'Etat, direction chargée du personnel.

De nombreuses administrations ont appelé notre attention sur les difficultés auxquelles se heurte, pour l'année 1958, l'avancement des administrateurs civils en raison du petit nombre, voire de l'absence totale de vacances en 1re classe et en classe exceptionnelle.

Cette situation se trouve aggravée du fait du retour effectif d'administrateurs des anciens cadres tunisiens intégrés dans les cadres métropolitains et d'administrateurs civils jusqu'ici en fonction au Maroc qui doivent les uns et les autres figurer sur les tableaux d'avancement dans les mêmes conditions que leurs collègues de la métropole.

Pour pallier ces difficultés, nous avons décidé de modifier les dispositions statutaires relatives à l'avancement des administrateurs civils et notamment la répartition des emplois qui serait effectuée à l'avenir suivant les proportions de 15 p. 100 pour la classe exceptionnelle et 40 p. 100 pour la 1re classe. Ces mesures ne devant prendre effet qu'au 1er janvier 1959, les administrations pourront, dès l'année en cours, anticiper sur leur application de manière à ce que soit maintenu un rythme régulier d'avancement.

Conformément aux dispositions de l'article 20 du décret n° 55-1490 du 17 novembre 1955, les nouveaux pourcentages seront calculés sur les effectifs prévus au budget de l'exercice 1955.

Toutefois, les administrations seront autorisées à retenir comme base de calcul les effectifs réels, lorsque, par suite du retour d'administrateurs civils de Tunisie ou éventuellement du Maroc, ils s'avéreraient être supérieurs.

Selon la doctrine dégagée par le conseil d'Etat en application de l'article 53 du statut général des fonctionnaires, il conviendra, tant pour la détermination de ces effectifs que pour l'établissement des propositions d'avancement, de se référer à la situation des intéressés au 15 décembre 1957, étant entendu que ceux d'entre eux qui, à cette date, se trouvaient en service au titre de l'assistance technique seront traités comme des fonctionnaires en service détaché même si les arrêtés portant détachement ne sont pas encore effectivement intervenus.

L'attention des administrations est appelée sur le fait que les assouplissements autorisés pour l'année 1958 le sont uniquement par anticipation sur la réforme projetée. Elles devront donc veiller à ne pas épuiser dans l'immédiat les possibilités qui leur sont offertes et à laisser subsister une marge de vacances suffisante pour gager les avancements à venir.

Le secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative,

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:

Le directeur de la fonction publique,

PIERRE CHATENET.

Le secrétaire d'Etat au budget,

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:

Le directeur du budget,

GILBERT DEVAUX.

MINISTERE DE LA JUSTICE

Cabinet du garde des sceaux, ministre de la justice.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le décret du 14 mai 1958 portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret du 28 juillet 1948 portant règlement d'administration publique en ce qui concerne les cabinets ministériels,

Arrête:

Art. 1er. — Sont nommés au cabinet du garde des sceaux, ministre de la justice:

Directeur du cabinet.

M. Adolphe Touffait, procureur de la République adjoint près le tribunal de la Seine.

Conseillers techniques.

M. Guy Chavanon, substitut du procureur général près la cour d'appel de Paris.

M. Louis Bertrand, maître des requêtes au conseil d'Etat.

M. Raymond Peyredieux, receveur percepteur des finances.

Chargés de mission.

M. Robert Schmelck, substitut du procureur de la République près le tribunal de la Seine.

M. Jean Vassogne, juge au tribunal de la Seine.

M. Henri Le Corno, administrateur civil au ministère de l'intérieur.

Chef de cabinet.

M. Philippe Farine.

Chef adjoint de cabinet.

M. Robert Grosfilley.

Attaché de cabinet.

M. Paul Gargominy, ancien sénateur.

Chef du secrétariat particulier.

Mlle Jacqueline Pierron, agent supérieur à la préfecture de police.

Art. 2. — Le présent arrêté, qui prendra effet à compter du 14 mai 1958, sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 14 mai 1958.

ROBERT LECOURT.

Délégations de signature.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le décret du 23 janvier 1917, modifié par le décret du 13 février 1956 autorisant les ministres à déléguer, par arrêté, leur signature;

Vu le décret du 14 mai 1958 portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu l'arrêté du 14 mai 1958 portant nomination des membres du cabinet du garde des sceaux, ministre de la justice,

Arrête :

Art. 1er. — Délégation générale et permanente est donnée à M. Adolphe Touffait, directeur du cabinet du garde des sceaux, ministre de la justice, à l'effet de signer au nom de celui-ci tous actes, arrêtés et décisions à l'exclusion des décrets.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 14 mai 1958.

ROBERT LECOURT.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le décret n° 47-233 du 23 janvier 1947 autorisant les ministres à déléguer, par arrêté, leur signature ;
Vu le décret du 14 mai 1958 portant nomination des membres du Gouvernement,

Arrête :

Art. 1er. — Délégation permanente est donnée à M. Léo-Henri Fénié, directeur du personnel et de la comptabilité, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, au nom du garde des sceaux, ministre de la justice, tous actes, arrêtés ou décisions à l'exclusion des décrets.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 14 mai 1958.

ROBERT LECOURT.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le décret n° 47-233 du 23 janvier 1947 autorisant les ministres à déléguer, par arrêté, leur signature ;
Vu le décret du 14 mai 1958 portant nomination des membres du Gouvernement,

Arrête :

Art. 1er. — Délégation permanente est donnée à M. Robert Lhez, directeur de l'administration pénitentiaire, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, au nom du garde des sceaux, ministre de la justice, tous actes, arrêtés ou décisions, à l'exclusion des décrets.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 14 mai 1958.

ROBERT LECOURT.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le décret n° 47-233 du 23 janvier 1947 autorisant les ministres à déléguer, par arrêté, leur signature ;
Vu le décret du 14 mai 1958 portant nomination des membres du Gouvernement,

Arrête :

Art. 1er. — Délégation permanente est donnée à M. Pierre Ceccaldi, directeur de l'éducation surveillée, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, au nom du garde des sceaux, ministre de la justice, tous actes, arrêtés ou décisions, à l'exclusion des décrets.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 14 mai 1958.

ROBERT LECOURT.

Liste des candidats définitivement admis à l'examen professionnel d'aptitude aux fonctions de juge de paix (session de mars 1958).

1 M. Brousse.
2 Mme Alexis.
3 Mlles Marcenac.
4 Kaufmann.
5 Vincent.
6 Guillot.
Royer.
8 Mmes Bernard.
9 Lyon-Caen.
10 Mlles Bonnasse-Blanchou.
Chapelain.
12 M. Berlin.
Mme Couet.
Mlle Garnier.
M. Quinaud.

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMEES

Décret du 17 mai 1958 portant affectation d'un officier général de l'armée de terre.

Le Président de la République,

Sur la proposition du président du conseil des ministres et du ministre de la défense nationale et des forces armées,
Le conseil des ministres entendu,

Décrète :

Art. 1er. — M. le général d'armée Lorillot (Henri-Augustin), chef d'état-major de l'armée de terre, est, tout en conservant ses fonctions actuelles, nommé chef d'état-major général des forces armées, inspecteur général des forces armées et président du comité des chefs d'état-major.

Art. 2. — Le président du conseil des ministres et le ministre de la défense nationale et des forces armées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 17 mai 1958.

RENÉ COTY.

Par le Président de la République :
Le président du conseil des ministres,
PIERRE PFLIMLIN.
Le ministre de la défense nationale et des forces armées,
PIERRE DE CHEVIGNÉ.

MINISTERE DES FINANCES, DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET DU PLAN

Délégation de signature.

Le ministre des finances, des affaires économiques et du plan,

Vu le décret du 23 janvier 1947 autorisant les ministres à déléguer par arrêté leur signature, modifié par le décret du 13 février 1956 ;
Vu les décrets des 14, 15 et 17 mai 1958 portant nomination des membres du Gouvernement et modification de la composition du Gouvernement,

Arrête :

Art. 1er. — Délégation permanente est donnée à M. Gilbert Devaux, directeur du budget, de signer, dans la limite de ses attributions, au nom du ministre des finances, des affaires économiques et du plan, tous actes, arrêtés, décisions ou conventions, à l'exclusion des décrets.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 17 mai 1958.

EDGAR FAURE.

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

Décrets du 12 mai 1958 portant promotions et nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur.

Par décret en date du 12 mai 1958, pris sur le rapport du président du conseil des ministres et du ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, vu la déclaration du conseil de l'ordre national de la Légion d'honneur en date du 30 avril 1958 portant que les promotions et nominations du présent décret sont faites en conformité des lois, décrets et règlements en vigueur, sont promus ou nommés :

Au grade d'officier.

MM.

Arnould (André-Jean-Charles), architecte en chef des bâtiments civils et des palais nationaux. Chevalier du 27 septembre 1926.

Audiberti (Marie [Jacques-Séraphin] dit), auteur dramatique. Chevalier du 8 novembre 1949.

Bouret (Pierre-Ernest), sculpteur, professeur à l'école nationale supérieure des beaux-arts. Chevalier du 20 mars 1948.

Didelot (Roger-François-Gabriel-Marie), homme de lettres. Chevalier du 14 février 1950.

Don (Jean), peintre affichiste, dessinateur de presse. Chevalier du 29 novembre 1949.

Hummel (Roger-Léopold), architecte en chef des bâtiments civils et palais nationaux. Chevalier du 20 mars 1948.

Lily Laskine (Mme Touchet, née Laskine [Aimée-Emilie], dite), professeur au Conservatoire national supérieur de musique. Chevalier du 29 mai 1936.

Marchat (Jean), sociétaire de la Comédie-Française. Chevalier du 4 mars 1950.

Maxime Lery (Lery [Maxime] dit), homme de lettres. Chevalier du 3 février 1937.

Noël Gallon (Gallon [Noël-Jean-Charles-André] dit), professeur au Conservatoire national supérieur de musique de Paris. Chevalier du 29 décembre 1932.

Paquet (Charles-Paul), architecte. Chevalier du 16 juin 1920.

Parturier (Maurice-Gaston), écrivain, critique littéraire, éditeur de la correspondance générale de Mérimée. Chevalier du 11 mars 1949.

Sené (Henri-Charles-Emmanuel), artiste peintre. Chevalier du 7 août 1931.

Touchard (Pierre-Aimé) ([Aimé-Pierre], dit), inspecteur général des spectacles. Chevalier du 29 décembre 1948.

Verrier (Pierre-Georges-Jean-Marie-Gabriel-Gilbert), architecte conseil de l'université de Lyon. Chevalier du 12 février 1951.

Au grade de chevalier.

MM.

André Sevry (Auguste-Ferdinand-Edmond, dit), écrivain; 30 ans d'activités littéraires et de services militaires.

Mme Balguerie (Berchut [Suzanne] dite), professeur au Conservatoire national de musique de Grenoble; 36 ans d'activités artistiques professionnelles.

Barbera (Lucien-Jean-Pascal), archéologue, conservateur du musée des antiquités et objets d'art des Alpes-Maritimes; 29 ans d'activités artistiques, de services civils et de services militaires et de guerre.

Beaudin (André), artiste peintre; 43 ans d'activités artistiques professionnelles et de services militaires et de guerre.

Bernard (Jean-Louis), architecte des monuments historiques et des bâtiments civils du département de la Loire; 35 ans d'activités professionnelles et de services civils et militaires et de guerre.

Bernier (André-Charles-Fernand), organisateur d'expositions artistiques, directeur de la galerie d'art Bernier; 37 ans d'activités professionnelles artistiques.

Blanchard (Albert-Léon-Charles), architecte, vice-président du conseil de l'ordre des architectes pour la région parisienne; 30 ans d'activités professionnelles et de services militaires.

Boitel (Robert-Jean), architecte des bâtiments de France; 27 ans de services civils et militaires.

Bonnat (Yves-Pierre-Joseph), artiste peintre, décorateur maquettiste de théâtre; 25 ans d'activités artistiques professionnelles et de services militaires.

Braun (Henry-Théodore-Georges), critique d'art, président des amis du Marseille antique; 49 ans d'activités artistiques professionnelles et de services militaires.

Chanfreau (Marcel-Antoine), secrétaire général de la manécanterie des petits chanteurs à la croix de bois; 25 ans d'activités artistiques professionnelles et de services militaires.

Charbonnier (Pierre), artiste peintre; 40 ans d'activités artistiques professionnelles et de services militaires.

Chesnais (Jacques), marionnettiste, directeur de tournées théâtrales; 32 ans d'activités artistiques professionnelles et de services militaires.

Claverie (Jean), professeur au Conservatoire supérieur de musique de Paris; 32 ans d'activités professionnelles artistiques et de services civils et militaires.

Mme Commandon, née Gaschet (Odette-Marie-Antoinette), écrivain, directrice de tournées théâtrales de terroir; 25 ans d'activités artistiques.

Demangeat (Camille-Albert), décorateur technicien de théâtre (régisseur constructeur); 32 ans d'activités artistiques et de services militaires.

Derrey (Jacques-Edouard-Charles), artiste peintre, graveur à Paris; 30 ans d'activités artistiques professionnelles et de services militaires.

Doat (Jean), metteur en scène; 25 ans d'activités artistiques.

Fleury (Pierre), artiste peintre à Paris; 34 ans d'activités artistiques professionnelles et de services militaires.

Flory (Albert-Victorien-Henri), homme de lettres; 52 ans d'activités littéraires et de services militaires.

Gayral (Roger-François), directeur de la musique au grand théâtre de la ville de Bordeaux, professeur d'harmonie au Conservatoire de Bordeaux; 36 ans d'activités artistiques professionnelles et de services militaires.

Abbé Giry (Joseph-Marie-Pierre), archéologue, conservateur du musée national d'Enserune; 34 ans d'activités archéologiques et de services militaires.

Goldberg (Georges), architecte à Paris; 25 ans d'activités professionnelles et de services militaires et de guerre.

Mme Grignon, née Faintrenie (Irma-Augustine), directrice de l'association L'Université des heures à Lyon; 64 ans d'activités littéraires et artistiques.

Guérin (Jacques), vérificateur des bâtiments civils et des palais nationaux; 34 ans de services civils et militaires.

Handebert (Lucien-Louis-Jean), compositeur de musique; 64 ans d'activités artistiques professionnelles et de services militaires.

Kœnig (Gaspard-Pierre), architecte, professeur à l'école régionale d'architecture de Strasbourg; 37 ans de services civils et militaires.

Lablaude (Pierre-Louis-Charles), architecte des monuments historiques, des bâtiments civils et palais nationaux; 35 ans de services civils et militaires.

Chanoine Lacaze (Adolphe-Frédéric-André), homme de lettres, organiste du grand orgue de la cathédrale de Bordeaux; 51 ans d'activités artistiques et littéraires et de services militaires.

Lacroix de L'Isle (Robert), homme de lettres; 46 ans de services militaires et d'activités professionnelles et artistiques.

Mme Lefrançois-Pillion (Louise-Françoise-Paule), femme de lettres; 45 ans d'activités littéraires.

Lesieux (Augustin-Alcide-Joseph), sculpteur à Paris; 56 ans d'activités artistiques et de services militaires.

Mme Lorcia (Suzanne) (Ferreri dite), professeur de danse à l'Opéra, fondatrice et directrice d'une école de danse classique; 30 ans de services civils et d'activités artistiques.

Lyonnet (Jean-Antoine), architecte des monuments historiques; 32 ans de services civils et militaires.

Marot (Paul), professeur à l'école nationale de musique de Tarbes; 40 ans d'activités artistiques et de services militaires.

Martin (Jean), architecte des monuments historiques des Hautes-Pyrénées; 40 ans d'activités professionnelles et de services civils et militaires.

Martin (Auguste-Jean-Marie), homme de lettres; 54 ans d'activités professionnelles et littéraires et de services militaires.

Mercier (Aramis), chef de musique, directeur des harmonies de Vals-les-Bains et Aubenas; 30 ans d'activités artistiques et de services militaires.

Mercier (François-Camille-Paul), délégué général en Afrique du Nord de l'union des fanfares de France et de l'Union française; 51 ans d'activités professionnelles et artistiques et de services militaires.

Merille (Marc), président de la fédération des sociétés musicales du département de Saône-et-Loire; 47 ans de services civils et d'activités artistiques.

Mme Mary Morgan (Fossorier, née Durand [Yvonne] dite), artiste dramatique, directrice du théâtre Saint-Georges; 28 ans d'activités artistiques professionnelles.

Mule (Marcel-René-Arthur), professeur au Conservatoire national supérieur de musique de Paris; 30 ans d'activités artistiques et de services militaires.

Neff (Maxime), soliste et membre des concerts Pasdeloup, trompette solo de la radiodiffusion française; 38 ans d'activités artistiques.

Picart Le Doux (Jean), artiste peintre, décorateur; 30 ans d'activités artistiques.

Pineau (Abel), artiste peintre, artiste verrier; 49 ans d'activités artistiques et de services militaires.

Mme Renaut de Broise, née Amiel (Jeanne), femme de lettres; 58 ans d'activités littéraires.

Reumont (René), premier cor solo à l'Opéra; 35 ans d'activités artistiques, de services civils et militaires.

Rötig (Georges-Frédéric-Guillaume [Roelig dit]), artiste peintre animalier paysagiste; 67 ans d'activités artistiques et de services militaires.

Serullaz (Maurice), conservateur des musées nationaux; 26 ans d'activités artistiques et de services militaires.

Susse (André-Albert), fondeur d'art; 30 ans d'activités artistiques professionnelles et de services militaires.

Thommeray, Toinon (Charles-Marius-François dit), artiste dramatique; 50 ans d'activités artistiques et de services militaires.

Vago (Pierre), architecte, secrétaire général de l'union internationale des architectes; 32 ans d'activités professionnelles et de services militaires.

Vié (Henri-Maxime), architecte ordinaire des bâtiments civils et des palais nationaux; 38 ans d'activités professionnelles et de services militaires.

Par décret en date du 12 mai 1958, pris sur le rapport du président du conseil des ministres et du ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, vu la déclaration du conseil de l'ordre national de la Légion d'honneur en date du 30 avril 1958 portant que les promotions et nominations du présent décret sont faites en conformité des lois, décrets et règlements en vigueur, sont promus ou nommés :

Au grade d'officier.

MM.

Adenis (Henri), inspecteur principal de la jeunesse et des sports, chargé de mission au cabinet du ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports. Chevalier du 4 mars 1950.

Beaumont (Paul-Louis), inspecteur général de l'enseignement technique à Paris. Chevalier du 7 avril 1948.

Bellivier (André-Lucien-François), professeur de mathématiques au lycée Condorcet. Chevalier du 4 octobre 1940.

Bouisset (Louis-François-Lucien), professeur à la faculté de médecine et de pharmacie de Toulouse. Chevalier du 30 août 1949.

Bracq (Emile-Constant-Benoît), administrateur des cours professionnels d'Arras. Chevalier du 9 août 1948.

Breton (André-Lucien-Eugène), professeur et assesseur du doyen à la faculté de droit d'Alger, directeur de l'institut d'études juridiques d'Oran. Chevalier du 4 février 1950.

Brilhac (Jean-Louis) (Cremieux dit), directeur adjoint de la documentation à la présidence du conseil, conseiller technique au cabinet du ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports. Chevalier du 2 novembre 1945.

Calmette (Germain-Léon), conservateur en chef à la bibliothèque universitaire de Paris. Chevalier du 9 novembre 1948.

Capot-Rey (Robert-Emile-Louis-Marie), professeur à la faculté des lettres d'Alger. Chevalier du 9 août 1947.

Carbonnel de Canisy (Alban-Marie-Paul), président de la commission administrative des ateliers-écoles d'orientation professionnelle et d'apprentissage à Paris. Chevalier du 5 janvier 1939.

Charonnat (Raymond-Robert), professeur à la faculté de pharmacie de Paris. Chevalier du 14 juillet 1949.

Chaulanges (Martial), inspecteur d'académie du Puy-de-Dôme. Chevalier du 4 février 1950.

Cortat (Raymond-Charles), agent supérieur à la direction générale de la jeunesse et des sports. Chevalier du 25 août 1948.

Cottet (Gaston-Jules-Alphonse), vice-président de la fédération française de ski, président du comité départemental du Jura du ski français. Chevalier du 30 mars 1949.

Counilion (Pierre-Michel-Léon), inspecteur d'académie, chargé de l'enseignement de l'arabe en Algérie. Chevalier du 30 août 1949.

Curie (Maurice), professeur à la faculté des sciences de l'université de Paris. Chevalier du 5 août 1938

Decottignies (Louis-Désiré-Jules), censeur des études au lycée Chaptal à Paris. Chevalier du 3 octobre 1949.

Folliot (André-Jean-Emile), inspecteur de la jeunesse et des sports, chef du service départemental de la Sarthe. Chevalier du 29 mai 1936.

Forget (Henri-Emile), inspecteur général des services administratifs à la direction de l'équipement scolaire, universitaire et sportif. Chevalier du 14 mars 1947.

Fortrat (René-Lucien), professeur à la faculté des sciences de Grenoble. Chevalier du 27 septembre 1946.

Fresneau (André-Jules), proviseur du lycée Bugeaud à Alger. Chevalier du 20 mars 1948.

Gerbe (Marcel-Eugène), trésorier général de l'union départementale des délégués cantonaux de la Seine. Chevalier du 14 mars 1947.

Kirrmann (Albert), professeur à la faculté des sciences de Paris, directeur adjoint de l'école normale supérieure. Chevalier du 9 août 1947.

Laprat (René-Marie-Edmond), professeur à la faculté de droit de Lyon. Chevalier du 15 février 1950.

Letort (Marc-Yves), conseiller de l'enseignement technique à Paris. Chevalier du 19 mai 1948.

Loiseau (Jean-Hippolyte-Georges), professeur et doyen de la faculté des lettres de Bordeaux. Chevalier du 6 février 1948.

Mejean (Paul), inspecteur général de l'instruction publique. Chevalier du 9 novembre 1948.

Oleon (Maurice), inspecteur de l'enseignement primaire de la Seine. Chevalier du 20 mars 1948.

Peugeot (Rodolphe), président directeur général de la société Peugeot, créateur d'une école d'apprentissage et d'une école de cadres. Chevalier du 25 février 1949.

Pintard (René), professeur à la faculté des lettres de Paris. Chevalier du 6 février 1948.

Pozzo di Borgo (Olivier-Vincent-Napoléon-Joseph-Victor), inspecteur général de l'instruction publique. Chevalier du 6 février 1948.

Renard (Robert-Félicien-René-Louis), directeur adjoint de l'office national des universités. Chevalier du 12 janvier 1935.

Ricommard (Julien), inspecteur général de l'instruction publique. Chevalier du 24 mars 1949.

Rivière (Marcel-Henri), directeur de cours complémentaire, détaché en qualité de président de la Mutuelle générale de l'éducation nationale. Chevalier du 19 septembre 1949.

Therenty (Arthur), vice-président de la fédération nationale des unions départementales des délégués cantonaux. Chevalier du 25 décembre 1945.

Turotte (Alphonse), conseiller de l'enseignement technique. Chevalier du 25 février 1937.

Violle (Paul-Louis), médecin du service de santé scolaire et universitaire à Cognac. Chevalier du 6 août 1936.

Au grade de chevalier.

MM.

Adnet (Charles), inspecteur de l'enseignement primaire, adjoint à l'inspecteur d'académie de Rouen; 45 ans 6 mois de services civils et militaires.

Arnaud (René), directeur du centre d'apprentissage de Blida (Algérie); 32 ans 3 mois de services civils et militaires.

Mme Arriordaz, née Muraz (Marguerite-Marie), directrice du centre d'apprentissage féminin, 9, rue Fortuny, Paris (17e); 32 ans de services civils.

Artiguelong (Robert-Guillaume), secrétaire principal des facultés de droit, des sciences et des lettres de Bordeaux; 44 ans 8 mois de services civils et militaires.

Audiat (Jean-Marie-Gabriel), maître de conférences à la faculté des lettres de Bordeaux; 30 ans 2 mois de services civils et militaires.

Mme Augé, née Escalup (Charlotte-Marie-Françoise), inspectrice départementale des écoles maternelles d'Alger; 43 ans 3 mois de services civils.

Mme Avenier, née Besson (Marcelle-Octavie-Jeanne), professeur à l'école pratique de l'Alliance française, à Paris; 44 ans de services civils et militaires.

Babin (Albert), délégué cantonal à Varennes-en-Argonne (Meuse); 51 ans de services civils et militaires.

Baliffol (Henri), professeur à la faculté de droit de l'université de Paris; 29 ans 4 mois de services civils et militaires.

Bayaud (Pierre), archiviste en chef des Basses-Pyrénées; 29 ans 2 mois de services civils et militaires.

Beaufils (Jacques-Jean), conseiller de l'enseignement technique; 30 ans 3 mois de services civils et militaires.

Bellon (Fernand-Jules-Alfred), vice-président de la fédération française du yachting à voile, président de la Société nautique de Marseille; 35 ans d'activités professionnelles et de services militaires.

Blachère (Louis-Régis), professeur à la faculté des lettres de Paris; 35 ans de services civils.

Blanchard (Paul), conseiller de l'enseignement technique; 36 ans 6 mois de services civils, d'activités professionnelles et de services militaires.

Bocquet (Raymond-Jean-François-Lucien), administrateur civil, chef du Bureau des monuments historiques; 20 ans de services civils et militaires

Bonnet (Georges), inspecteur d'académie à Avignon; 22 ans de services civils et militaires.

Mme Bosc, née Vales (Rose-Marie-Aimée), directrice du lycée Fromentin, à Alger; 32 ans de services civils.

Bugler (Georges-Jean), professeur au lycée Henri-IV, à Paris; 35 ans 3 mois de services civils et militaires.

Cabes (Pierre-Joseph-François), directeur de l'école de garçons de la Barthe-de-Neste (Hautes-Pyrénées); 35 ans 2 mois de services civils et militaires.

Cazenave (Jean-Raymond), membre du comité directeur de la fédération française de rugby, président du comité de rugby du Béarn, président de la section paloise; 36 ans d'activités sportives et de services militaires.

Certin (Georges), directeur de cours complémentaire à Tours; 38 ans de services civils et militaires.

Chambost (Léon-Gustave), médecin inspecteur régional du service de santé scolaire et universitaire à Montpellier; 28 ans 6 mois de services civils et militaires.

Chartier (Charles), professeur à la faculté des sciences de Poitiers; 29 ans 3 mois de services civils et militaires.

Mlle Comberole (Marguerite-Louise), directrice de l'école Braille, à Saint-Mandé; 39 ans de services civils.

Mme Courmont, née Meguin (Suzanne), professeur de dessin au collège technique Jacquard, à Paris; 39 ans 3 mois de services civils.

Crampon (Henry-Alexandre-Richard), sous-archiviste principal aux archives départementales de l'Oise; 54 ans 4 mois de services civils et militaires.

Cros (Roger), professeur au lycée Carnot, à Paris; 40 ans 7 mois de services civils et militaires.

Cury (Charles-Adolphe-Jules), conseiller de l'enseignement technique à Charleville; 40 ans d'activités professionnelles, de services civils et militaires.

Cusquel (Victor), conseiller de l'enseignement technique à Levallois-Perret; 42 ans d'activités professionnelles et de services militaires.

Damville (Pierre-Auguste-Charles), directeur de l'école normale d'instituteurs d'Oran; 40 ans 3 mois de services civils et militaires.

Daussy (Georges-Louis), instituteur public, secrétaire administratif de la jeunesse au plein air, confédération des œuvres laïques de vacances d'enfants et d'adolescents; 40 ans de services civils et militaires.

Dauvillier (Alexandre-Henri-Georges), professeur au Collège de France, correspondant de l'académie des sciences; 42 ans de services civils et militaires.

Debussche (Louis-Aimé), intendant à la direction de l'architecture à Paris; 29 ans de services civils et militaires.

Decoux (Marcel-Francisque), chef des travaux au collège technique, à Annecy; 37 ans 6 mois de services civils et militaires.

Delefosse (Adonis), proviseur du lycée Lakanal à Sceaux; 34 ans de services civils et militaires.

Desire (Yves), inspecteur d'académie de Loir-et-Cher; 22 ans de services civils.

Desnuelle (Pierre-Antoine-Edouard), professeur à la faculté des sciences de Marseille; 25 ans de services civils et militaires.

Dhuit (Roger-Pierre-Lucien), architecte conseil au service technique de l'équipement scolaire et universitaire; 26 ans d'activités professionnelles, de services civils et militaires.

Duharcourt (Emile-Pierre), proviseur du lycée mixte de Savigny-sur-Orge; 34 ans de services civils et militaires.

Dupont-Sommer (André-Louis), professeur à la faculté des lettres de Paris; 26 ans de services civils et militaires.

Elie (Jean), administrateur civil au ministère de l'éducation nationale; 21 ans 8 mois de services civils et militaires.

Eve (Georges), professeur au lycée Janson-de-Sailly, à Paris; 43 ans de services civils et militaires.

Faivre (Fernand), inspecteur de la jeunesse et des sports, adjoint à l'inspecteur principal chef du service jeunesse et éducation populaire à Alger; 37 ans de services civils et militaires.

Faurel (Aubin-Albert), principal du collège moderne de Périgueux; 45 ans 4 mois de services civils et militaires.

Mme Flamant, née Parize (Georgette), professeur au lycée Fénelon à Paris; 36 ans 3 mois de services civils.

Foch (Léon-Jean-Lucien), instituteur public à Soueich (Haute-Garonne); 42 ans de services civils et militaires.

Fol (Louis-François), directeur d'école publique au cours complémentaire 2, rue F.-Berthoud, à Paris; 41 ans 9 mois de services civils et militaires.

Fontvieille (Jean-Marie), membre des conseils et commisions d'examens à l'école nationale professionnelle de Saint-Etienne; 41 ans 8 mois de services civils et militaires.

Fourestier (Max-Paul-Pierre), médecin inspecteur scolaire; 30 ans d'activités médicales.

Fremont (Henri-Joseph), trésorier général de l'association de gymnastique de la Normandie, vice-président de l'association des sociétés de gymnastique de l'arrondissement du Havre; 51 ans d'activités sportives et de services militaires.

Gadoud (Pierre), graveur sur armes, « Meilleur ouvrier de France », à Saint-Etienne; 55 ans d'activités professionnelles et de services militaires.

Genet (Joseph-Antoine), inspecteur primaire adjoint à l'inspecteur d'académie de Seine-et-Oise; 39 ans de services civils et militaires.

Mlle Giraud (Jeanne), conservateur de la bibliothèque universitaire de Poitiers; 33 ans 2 mois de services civils.

Giraud (Maurice-Louis-Eugène), membre du comité directeur du Cercle de la Résidence; 25 ans 6 mois d'activités professionnelles et de dévouement aux œuvres culturelles et post-scolaires.

Mme Guaspare, née Robin (Blanche), professeur d'enseignement commercial au collège technique de jeunes filles, 12, rue d'Abbeville, à Paris (10e); 33 ans 10 mois de services civils.

Guérin (Maurice-Paul-Jean), maître de recherches au centre national de la recherche scientifique, chef de service à l'institut de recherches sur le cancer à Villejuif; 40 ans 2 mois de services civils et militaires.

Guilhem (Maurice-Georges), inspecteur de l'enseignement primaire à Albi; 45 ans 1 mois de services civils et militaires.

Hartert (Paul-Jacques), délégué cantonal, animateur des œuvres péri et postscolaires du canton de Ligny-en-Barrois (Meuse); 37 ans 1 mois de services civils et militaires et d'activités en faveur des œuvres scolaires.

Hemmerle (Edouard-François), président de l'institut national des industries et arts graphiques à Paris; 39 ans 7 mois de services civils et militaires et d'activités professionnelles.

Hugues (Auguste-Marcel-Reynier), censeur au lycée Saint-Louis à Paris; 36 ans 3 mois de services civils.

Jacques Dhur (Le Heno [Jacques] dit), ancien international de football. Membre de la commission des sports de la mairie de Vincennes; 40 ans d'activités sportives et de services militaires.

Jannoray (Jean), professeur à la faculté des lettres de Paris; 28 ans de services civils.

Kints (Henri), inspecteur de l'enseignement primaire à Lille; 39 ans de services civils et militaires.

Laffineur (Marius-Jules-Henri), chef de service à l'institut d'astrophysique de Paris et à l'observatoire de Meudon; 36 ans 6 mois de services civils et militaires.

Laubier (Jean-Victor), professeur au lycée Louis-le-Grand à Paris; 33 ans 3 mois de services civils et militaires.

Lefrancq (Paul-Albert-Aimable), conservateur de la bibliothèque municipale classée de Valenciennes; 36 ans de services civils et militaires.

Le Ray (Hervé-Charles-Marie), professeur au lycée Impérial à Nice; 31 ans 3 mois de services civils.

Levy (Léon), professeur au lycée Buffon à Paris; 40 ans 10 mois de services civils et militaires.

Mme Loignon, née Auge (Elisabeth), fondatrice présidente de l'Association des anciennes élèves du lycée de jeunes filles de Bordeaux; 33 ans 6 mois de services civils.

Loriot (Léon-Lucien), intendant de l'école normale d'instituteurs à Toulouse; 39 ans de services civils et militaires.

Loubatieres (Auguste-Louis), professeur à la faculté de médecine de Montpellier; 20 ans de services civils et militaires.

Maiza Zerroug, surveillant général au collège de Sétif; 30 ans de services civils et militaires.

Marçais (Philippe-André), professeur à la faculté des lettres d'Alger; 28 ans de services civils et militaires.

Maurizot (Joseph-Antoine), directeur de l'école nationale professionnelle « la Martinière » à Lyon; 30 ans 11 mois de services civils et militaires.

Mersier (René-Charlemagne), directeur de l'école normale nationale d'apprentissage à Nantes; 33 ans de services civils et militaires.

Mme Monod, née Lafargue (Marie-Madeleine), directrice de la maison des étudiants de Lyon; 42 ans de dévouement aux œuvres sociales universitaires.

Morel (Jean-François), inspecteur de l'enseignement primaire à Bône; 49 ans de services civils et militaires.

Morel (Maurice-Joseph), directeur d'école publique au cours complémentaire à Vesoul; 37 ans de services civils et militaires.

Motte (Jean-Joseph-Antoine), professeur au centre d'études supérieures scientifiques de Rabat; 42 ans de services civils et militaires.

Mouillon (Marcel), professeur de cours complémentaire à Vesoul; 33 ans de services civils et militaires.

Moulinier (Louis-Claude-Marie), professeur à la faculté des lettres d'Aix-en-Provence; 31 ans 3 mois de services civils et militaires.

Moussard (Jean), professeur au lycée Saint-Charles à Marseille; 36 ans 3 mois de services civils et militaires.

Moyse (Alexis-Joseph), maître de conférence à la faculté des sciences de Paris, directeur de recherches au centre national de la recherche scientifique; 25 ans 6 mois de services civils et militaires.

Nisard (Henri), instituteur détaché en qualité de secrétaire du service des cours d'adultes de l'académie d'Alger; 35 ans 9 mois de services civils et militaires.

Nobecourt (Pierre-Eugène-Léon), professeur à la faculté des sciences de Grenoble; 36 ans 8 mois de services civils.

Nury (Yvon-René-Fernand), directeur d'école de garçons à Digne; 39 ans de services civils et militaires.

Odillon (Albert-Henri-Auguste), directeur de l'école polytechnique d'assurances à Paris; 30 ans de services civils et de dévouement à l'enseignement populaire.

Paquet (Joseph-Jean), directeur technique du Sporting-Club dijonnais, vice-président fondateur du comité départemental de l'Union des sociétés d'éducation physique et de préparation militaire; 43 ans d'activités sportives et de services militaires.

Pelouse (Julien-Charles-Emile-François-René), professeur au lycée d'Auch (Gers); 37 ans 3 mois de services civils et militaires.

Perdu (Gérard-Louis), directeur de l'école nationale de médecine et de pharmacie d'Amiens; 31 ans de services civils et militaires.

Mlle Perraut (Marguerite), professeur au lycée Victor-Hugo, à Paris; 43 ans 6 mois de services civils.

Pfister (Aloÿse), président délégué de l'avant-garde du Rhin; 36 ans d'activités sportives et de services militaires.

Philippe (André-Arthur-Antoine-Alfred), inspecteur de l'éducation physique dans les écoles de la ville de Paris et du département de la Seine; 43 ans de services civils et militaires.

Mme Pietresson de Saint-Aubin, née Aubert (Anne-Marie), archiviste adjoint aux archives départementales du Nord; 28 ans 5 mois de services civils.

Poinso (Robert-Joseph), professeur à la faculté de médecine de Marseille; 26 ans de services civils et militaires.

Ponnavoy (Alfred-Marcel), président de la société d'éducation populaire de Rennes; 56 ans de services civils et de dévouement à l'éducation populaire.

Mme Portal, née Brion (Simone-Louise-Paule), inspectrice de l'enseignement technique pour l'académie de Paris; 37 ans 3 mois de services civils.

Pouret (Henri), président du comité des sports du Limousin et de l'office municipal des sports de la ville de Limoges; 28 ans d'activités sportives et de services militaires.

Mme Punch, née Durin (Léa), inspectrice de l'enseignement professionnel féminin en Algérie; 31 ans 9 mois de services civils.

Ranc (Robert-Alphonse), directeur du collège technique « Estienne » à Paris; 33 ans d'activités professionnelles, de services civils et militaires.

Richard (Maurice-Jean-Paul), inspecteur de la jeunesse et des sports, chargé des fonctions d'ingénieur à la direction de l'équipement scolaire, universitaire et sportif; 32 ans 9 mois de services civils.

Roumagnac (Jean-Justin), professeur d'enseignement commercial au collège Arago à Paris; 32 ans 10 mois de services civils et militaires.

Mme Royer, née Desmoires (Yvonne-Clotilde), directrice du collège Edgar-Quinet à Paris; 39 ans 3 mois de services civils.

Rubod (Lucien), principal du collège moderne de la place des Minimes à Lyon; 37 ans 4 mois de services civils et militaires.

Rubon (Roger), directeur d'école primaire à Dakar; 39 ans 5 mois de services civils et militaires.

Ruff (Jean-Paul-Edouard), médecin inspecteur régional du service de santé scolaire et universitaire, chef du service de santé scolaire en Algérie; 20 ans de services civils et militaires.

Saint-Guily (Armand-Pierre), intendant universitaire détaché au rectorat à Alger; 39 ans 6 mois de services civils et militaires.

Saint-Jean (Marcel-Georges-Julien), professeur au lycée Bugeaud, à Alger; 30 ans de services civils et militaires.

Samson (Fernand-Henri-Auguste-Adolphe), membre du jury des examens pour la délivrance du diplôme d'expert comptable; 33 ans de services civils et militaires.

Sarthe (Maurice-Pierre-Marie), professeur d'éducation physique et sportive au lycée de Nancy, président du comité des jeunes de la fédération française de ski; 44 ans de services civils et militaires.

Mme Senot, née Poupeau (Juliette-Renée), directrice du collège technique de jeunes filles de Quimper; 26 ans 9 mois de services civils.

Serieyx (Joël-Louis-Lucien), conseiller de l'enseignement technique à Nogent-sur-Marne; 28 ans 6 mois de services civils et militaires.

Theron (Pierre-Auguste-Olivier), chargé de mission d'inspection générale à Paris; 27 ans de services civils et militaires.

Thuriau (Jean), administrateur civil au ministère de l'éducation nationale; 23 ans 6 mois de services civils et militaires.

Tintignac (Maurice-Pierre-Clément), instituteur, mis à la disposition de la fédération des œuvres laïques, secrétaire général de l'œuvre départementale des colonies de vacances; 42 ans de services civils et militaires.

Toussaint (Raymond-François-Joseph), professeur au lycée Janson-de-Sailly à Paris; 35 ans 4 mois de services civils et militaires.

Tristan (René), surveillant général du collège de Bagnères-de-Bigorre; 37 ans 6 mois de services civils et militaires.

Ulrich (Roger-Eugène-Joseph), professeur à la faculté des sciences de Paris, directeur de l'école normale supérieure de Saint-Cloud; 36 ans 11 mois de services civils et militaires.

Valla (Samuel-Timothée), président de l'amicale des anciens élèves de l'école normale du Puy; 54 ans de services civils et d'activités en faveur des œuvres scolaires de la Haute-Loire.

Veaux (Raymond), professeur au lycée de garçons d'Oran; 46 ans 11 mois de services civils et militaires.

Mme Watteau, née Louvion (Marie-Eugénie-Adélia), déléguée cantonale, vice-présidente de l'amicale laïque Albert-Samain-Watteau, à Lambersart (Nord); 57 ans de services civils.

Weck (Alphonse-Marie-Henri-Eugène), secrétaire principal de l'administration académique des Basses-Pyrénées; 40 ans 4 mois de services civils et militaires.

Weigert (Roger-Armand), conservateur à la Bibliothèque nationale; 26 ans 6 mois de services civils.

Weil (Louis), professeur à la faculté des sciences de Grenoble; 28 ans 2 mois de services civils et militaires.

Weill (Alex-Jean-Pierre), professeur et doyen de la faculté de droit de Strasbourg; 21 ans de services civils et militaires.

Décret du 12 mai 1958 portant annulation d'une nomination dans l'ordre national de la Légion d'honneur.

Par décret du Président de la République en date du 12 mai 1958, pris sur la proposition du président du conseil des ministres et du ministre de l'éducation nationale, vu le décret organique de la Légion d'honneur, vu les décrets des 10 février 1951 et 16 août 1957 portant nomination au grade de chevalier dans l'ordre de la Légion d'honneur de M. Las Vergnas (Raymond), professeur de la faculté des lettres de l'université de Paris, sur proposition du ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, le conseil de l'ordre entendu, est annulée comme faisant double emploi, la nomination au grade de chevalier de la Légion d'honneur par décret du 16 août 1957, de M. Las Vergnas (Raymond).

Nombre des élèves à admettre à l'école normale supérieure à la suite du concours de 1958.

Le ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports,

Vu le décret n° 46-1709 du 13 juillet 1946, modifié par le décret n° 49-685 du 17 mai 1949;

Vu le décret du 28 novembre 1955, complété par le décret n° 56-212 du 23 février 1956,

Arrête:

Art. 1er. — Le nombre des élèves à admettre à l'école normale supérieure, à la suite du concours de 1958, est fixé ainsi qu'il suit:

1° Section des lettres: trente-cinq au maximum;

2° Section des sciences, groupes I, II, II *bis*: quarante au maximum.

Art. 2. — Le directeur général de l'enseignement supérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 15 avril 1958.

RENÉ BILLÈRES.

Nombre des élèves à admettre à l'école normale supérieure des jeunes filles à la suite du concours de 1958.

Le ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports,

Vu le décret n° 46-1701 du 13 juillet 1946, modifié par le décret n° 49-686 du 17 mai 1949;

Vu le décret du 28 novembre 1955, complété par le décret n° 56-212 du 23 février 1956,

Arrête:

Art. 1er. — Le nombre des élèves à admettre à l'école normale supérieure des jeunes filles à la suite du concours de 1958, est fixé ainsi qu'il suit:

1° Section des lettres: trente au maximum;

2° Section des sciences, groupes I, II, II *bis*: trente-cinq au maximum.

Art. 2. — Le directeur général de l'enseignement supérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 15 avril 1958.

RENÉ BILLÈRES.

Commission d'application de la convention internationale pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé et de la convention annexe.

Le ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports,

Vu la convention internationale sur la protection des biens culturels en cas de conflit armé et la convention annexe, signées à la Haye le 14 mai 1954;

Vu les instruments de ratification déposés par la France le 7 juin 1957,

Arrête:

Art. 1er. — Il est constitué au ministère de l'éducation nationale une commission d'application de la convention internationale pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé et de la convention annexe.

Art. 2. — Cette commission est composée ainsi qu'il suit:

Le directeur général des arts et des lettres, président.
Le directeur général de l'enseignement supérieur ou son représentant.
Le directeur général de l'enseignement technique ou son représentant.
Le directeur général du centre national de la recherche scientifique ou son représentant.
Le directeur général de l'architecture ou son représentant.
Le directeur des musées de France ou son représentant.
Le directeur des bibliothèques de France ou son représentant.
Le directeur général des archives de France ou son représentant.
L'inspecteur général de l'instruction publique, directeur de la section des affaires générales du cabinet du ministre.
Le secrétaire général de la commission.

Art. 3. — Le fonctionnement de la commission est assuré par les soins de la section des affaires générales du cabinet.

M. Brichet, administrateur civil, remplit les fonctions de secrétaire général.

Art. 4. — M. Brichet reçoit mission, au nom de la commission et pour assurer l'exécution de ses délibérations, de visiter les installations et établissements intéressés et de négocier avec les autres départements ministériels les accords nécessaires à la protection des biens culturels.

Pour l'exercice et pendant la durée de cette mission, M. Brichet aura rang et prérogatives d'inspecteur général des services administratifs du ministère de l'éducation nationale.

Art. 5. — Les directeurs généraux et directeurs du ministère de l'éducation nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 13 mai 1958.

RENÉ BILLÈRES.

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

Revalorisation, au 1er janvier 1958, des pensions des agents retraités des réseaux secondaires d'intérêt général, des réseaux de voies ferrées d'intérêt local et des tramways.

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, le ministre du travail et de la sécurité sociale et le secrétaire d'Etat au budget,

Vu la loi modifiée du 22 juillet 1922 relative aux retraites des agents des chemins de fer secondaires d'intérêt général, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways;

Vu le décret n° 54-953 du 14 septembre 1954 relatif au fonctionnement de la caisse autonome mutuelle de retraites des agents des réseaux secondaires de chemins de fer d'intérêt général, des réseaux de voies ferrées d'intérêt local et des tramways, ensemble les textes qui l'ont modifié et complété, notamment le décret n° 55-648 du 20 mai 1955;

Vu l'arrêté du 11 avril 1957 concernant la revision des pensions des agents retraités des réseaux secondaires d'intérêt général, des réseaux de voies ferrées d'intérêt local et des tramways, notamment l'article 1er de ce texte,

Arrêtent:

Art. 1er. — Le rapport visé à l'article 1er de l'arrêté du 11 avril 1957 est fixé à 1,10 lorsque l'année écoulée est l'année 1957 et l'année considérée l'année 1958.

Art. 2. — Compte tenu des dispositions de l'article 1er du présent arrêté, les salaires servant de base à la liquidation des pensions, dont l'entrée en jouissance est postérieure au 31 décembre 1957, sont affectés des coefficients de majorations ci-après:

1920	87,3	1933	41,5	1946	6,03
1921	81,5	1934	41,5	1947	3,35
1922	83,2	1935	41,5	1948	2,40
1923	80,6	1936	40,3	1949	2,01
1924	79,2	1937	38,9	1950	1,88
1925	72,1	1938	37,6	1951	1,55
1926	60,5	1939	36,3	1952	1,46
1927	55,1	1940	33,5	1953	1,40
1928	48,2	1941	30,9	1954	1,34
1929	44,3	1942	26,8	1955	1,22
1930	43	1943	22,7	1956	1,10
1931	41,5	1944	14,7	1957	1
1932	41,5	1945	7,38		

Art. 3. — Compte tenu des dispositions de l'article 1er du présent arrêté, les pensions liquidées avec entrée en jouissance antérieure au 1er janvier 1958 sont revisées à partir de cette date en multipliant leur montant par le coefficient 1,10.

Art. 4. — Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, le ministre du travail et de la sécurité sociale et le secrétaire d'Etat au budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 12 mai 1958.

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,
Pour le ministre et par délégation:
Le directeur du cabinet,
ANDRÉ SARAMITE.

Le ministre du travail et de la sécurité sociale,
Pour le ministre et par délégation:
Le conseiller d'Etat, directeur général de la sécurité sociale,
JACQUES DOUBLET.

Le secrétaire d'Etat au budget,
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:
Le directeur du cabinet,
ANDRÉ NEURRISSE.

Commission consultative économique de l'aéroport de Lyon-Bron.

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,

Vu les articles 86 à 95 du code de l'aviation civile et commerciale;

Vu le décret n° 49-1676 du 31 décembre 1949 portant organisation des aéroports en métropole et dans les départements d'outre-mer;

Vu le décret n° 56-20 du 6 janvier 1956 relatif aux commissions consultatives économiques sur les aéroports,

Arrête:

Art. 1er. — Il est créé sur l'aéroport de Lyon-Bron une commission consultative économique comportant treize membres dont un président, six membres représentant les exploitants de l'aéroport, et six membres représentant les usagers de l'aéroport.

Art. 2. — Le président et les membres de cette commission ainsi qu'éventuellement leurs suppléants seront nommés par décision du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme.

Art. 3. — Le secrétaire général à l'aviation civile et commerciale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 12 mai 1958.

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,
Pour le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme et par délégation:
Le directeur du cabinet,
ANDRÉ SARAMITE.

Par décision du 12 mai 1958, les membres de la commission consultative économique de l'aéroport de Lyon-Bron sont désignés comme suit, pour trois ans, à compter de la date de la présente décision:

1° *En qualité de représentants des exploitants de l'aéroport.*

M. Streichenberger, administrateur de l'aéroport.
M. Doury, membre de la chambre de commerce de Lyon.
M. Gonnet, membre de la chambre de commerce de Lyon.
M. Gueripel, membre de la chambre de commerce de Lyon
M. Richardon, membre de la chambre de commerce de Lyon.
M. Vignal, membre de la chambre de commerce de Lyon.

2° *En qualité de représentants des usagers de l'aéroport.*

Le directeur général de la Compagnie nationale Air France ou son représentant.

Le directeur régional de la Compagnie nationale Air France à Lyon.

Le président du syndicat national des transporteurs aériens privés ou son représentant.

L'agent régional à Lyon de la Compagnie générale des transports aériens Air Algérie.

M. Defond, président du syndicat d'initiative.

M. Guy de Faletans, conseiller du commerce extérieur, directeur commercial des Etablissements Descollonges.

Administration centrale.

Par arrêté en date du 5 mai 1958, les dispositions de l'arrêté du 30 juillet 1952 ont été, en ce qui concerne Mlle Bolzinger (Geneviève), remplacées par les dispositions suivantes:

« Mlle Bolzinger (Geneviève), agent supérieur à l'adminstration centrale du secrétariat d'Etat aux affaires économiques, en service détaché auprès du ministère des travaux publics, des transports et du tourisme est versée à titre temporaire dans les cadres du personnel titulaire de la direction générale du tourisme, pour exercer l'emploi de sous-chef de bureau ».

Un arrêté interministériel interviendra ultérieurement pour renouveler le détachement de Mlle Bolzinger.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

Décrets du 10 mai 1958 portant promotions et nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur.

Par décrets en date du 10 mai 1958, pris sur la proposition du président du conseil des ministres et du ministre de l'agriculture, vu les déclarations du conseil de l'ordre en date des 11 juillet 1957 et 30 avril 1958 portant que les promotions et nominations faites aux termes desdits décrets n'ont rien de contraire aux lois, décrets et règlements en vigueur, ont été promus ou nommés dans l'ordre de la Légion d'honneur:

Au grade d'officier.

MM.

Audy (Marcel-Jean-Louis), exploitant forestier, président du groupement de productivité de Meymac-Ambrugeat, domicilié à Meymac (Corrèze); 25 ans 8 mois de pratique agricole et de services militaires. Chevalier du 12 septembre 1946.

Beauchamps (Louis-Emile-Marie), président du syndicat national des fabricants de sucre de France, président du groupement des sucreries et distilleries de l'Aisne, domicilié à Soissons (Aisne); 32 ans 4 mois de pratique professionnelle et de services militaires. Chevalier du 6 février 1950.

Berson (Eugène-Louis-Alexis), adjoint forestier à la direction générale des eaux et forêts, domicilié à Clamart (Seine); 46 ans 3 mois de services civils et militaires. Chevalier du 30 juin 1938.

Beyer (Léon), viticulteur, président de la caisse régionale de crédit agricole mutuel du Haut-Rhin, domicilié à Eguisheim (Haut-Rhin); 50 ans de pratique professionnelle. Chevalier du 30 août 1919.

Cambourieu (Eugène-Jean), agriculteur, président de la chambre d'agriculture du Cantal, domicilié à Arpajon-sur-Cère (Cantal); 60 ans de pratique agricole et de services militaires. Chevalier du 23 janvier 1950.

Chaminade (Raymond), directeur de recherches à la station centrale d'agronomie (I. N. R. A.), domicilié à Versailles (Seine-et-Oise); 31 ans 1 mois de services civils et militaires. Chevalier du 15 mars 1949.

Devillers (André-Lucien-Joseph), administrateur directeur de services horticoles, vice-président du syndicat horticole et économique de Seine-et-Oise, domicilié au Chesnay (Seine-et-Oise); 42 ans 6 mois de pratique professionnelle et de services militaires. Chevalier du 29 décembre 1948.

Halbronn (Pierre-Moïse-Jacques), sous-directeur à l'office national interprofessionnel des céréales, domicilié à Paris; 33 ans 1 mois de services civils et militaires. Chevalier du 15 mars 1949.

Juvanon du Vachat (André-Jules-Marie), inspecteur général honoraire des eaux et forêts, domicilié à Paris; 38 ans 9 mois de services civils et militaires. Chevalier du 2 mai 1947.

Leroux (Maurice), ingénieur en chef, directeur des services agricoles de l'Aisne, domicilié à Laon (Aisne); 37 ans 3 mois de services civils et militaires. Chevalier du 5 mars 1948.

Miller (Pierre-Paul-Jean), vice-président de l'association nationale de la meunerie française, minotier, domicilié à Marmande (Lot-et-Garonne); 43 ans de pratique professionnelle et de services militaires. Chevalier du 29 mars 1919.

Onfray (Joseph-Louis-René-Paul), ingénieur en chef du génie rural, chef de la circonscription d'Alençon, domicilié à Alençon (Orne); 31 ans 9 mois de services civils et militaires. Chevalier du 28 juillet 1947.

Pompon (Lucien-Marie), directeur adjoint à la caisse nationale de crédit agricole, domicilié à Vitry-sur-Seine (Seine); 29 ans 1 mois de services civils et militaires. Chevalier du 8 août 1919.

Rappeneau (Jean-Arsène), industriel (électrification et adduction d'eau), domicilié à Auxerre (Yonne); 40 ans 3 mois de pratique professionnelle et de services militaires. Chevalier du 27 décembre 1934.

Remy-Neris (André-Michel-Frédéric), professeur de mathématiques à l'école Sainte-Geneviève à Versailles, domicilié à Paris; 37 ans 10 mois de services civils et militaires. Chevalier du 30 juin 1939.

Servigné (Marcel-Paul), professeur à l'institut national agronomique, domicilié à Sceaux (Seine); 31 ans 9 mois de services civils et militaires. Chevalier du 28 juillet 1947.

Veron (Camille-Jean), ingénieur en chef du génie rural, chef de la circonscription de Périgueux, domicilié à Périgueux (Dordogne); 48 ans 6 mois de services civils et militaires. Chevalier du 9 juin 1918.

Waton-Chabert (Albert-Martial-Henry-Joseph), vice-président de l'Œuvre générale de Craponne, domicilié à Arles-sur-Rhône (Bouches-du-Rhône); 43 ans de pratique professionnelle et de services militaires. Chevalier du 5 mars 1918.

Au grade de chevalier.

MM.

Allègre (Jean-Pierre), professeur à l'école d'agriculture du Breuil-sur-Couze, domicilié à Breuil-sur-Couze (Puy-de-Dôme); 69 ans de services civils et militaires.

Aymeric (Auguste-Baptiste), ingénieur en chef du génie rural, chef de la circonscription de Rodez, domicilié à Rodez (Aveyron); 20 ans 1 mois de services civils et militaires.

Baillinou (Jean-Marie), agriculteur, président de la fédération des producteurs de lait de la région de Lourdes, président de la Société départementale d'agriculture des Hautes-Pyrénées, domicilié à Saint-Pé-de-Bigorre (Hautes-Pyrénées); 36 ans 4 mois de pratique agricole et de services militaires.

Baley (Alexandre-Jules-Marie), président de la Société hippique du Nord-Finistère, domicilié à Brignotan-Plages (Finistère); 70 ans de pratique professionnelle et de services militaires.

Bejot (Georges-Paul-Antoine), agriculteur, président de la fédération de la chasse de Seine-et-Oise, domicilié à Millemont (Seine-et-Oise); 30 ans de pratique agricole et de services militaires.

Bernon (Georges), maître de conférences à l'école nationale d'agriculture de Montpellier, domicilié à Montpellier (Hérault); 29 ans 4 mois de services civils et militaires.

Berthelon (Maurice-Elie-Eugène), professeur de pathologie de la reproduction à l'école nationale vétérinaire de Toulouse, domicilié à Toulouse (Haute-Garonne); 26 ans 2 mois de services civils et militaires.

Bibard (Gabriel-Jean-Marie), directeur adjoint du centre national d'études et d'expérimentation du machinisme agricole d'Antony, domicilié à Vitry-sur-Seine (Seine); 25 ans de services civils et militaires.

Bion (Jean-Adrien-Laurent), abbé, secrétaire général des œuvres catholiques agricoles (J. A. C.), chanoine, domicilié à Rodez (Aveyron); 25 ans de services civils et militaires.

De Boussac (Henri-Louis-Marie), président de l'Association des propriétaires et éleveurs de chevaux de courses au galop de la région toulousaine, domicilié à Toulouse (Haute-Garonne); 28 ans 4 mois de pratique professionnelle et de services militaires.

Bréart (Georges-Jean), directeur honoraire du ministère de l'agriculture, conseiller du commerce extérieur, domicilié à Paris; 28 ans 6 mois de services civils et militaires.

Brochot (Fernand-Auguste), directeur d'une fabrique de matériel de laiterie, domicilié à Rueil-Malmaison (Seine-et-Oise); 48 ans 5 mois de pratique professionnelle et de services militaires.

Chanriond (Emile-André-Jules), directeur de la caisse des assurances sociales agricoles de l'Isère, domicilié à Grenoble (Isère); 25 ans de pratique professionnelle et de services militaires.

Chenault (Raymond-Lucien-Ernest), horticulteur, président de la Société d'horticulture Orléans et Loiret, domicilié à Orléans (Loiret); 57 ans 6 mois de pratique professionnelle et de services militaires.

Chenevoy (Jean-Louis-Lucien), agriculteur, président de la caisse de crédit agricole de Nérac, domicilié à Nérac (Lot-et-Garonne); 49 ans de pratique agricole, professionnelle et de services militaires.

Claverie (Roger-Louis), directeur général de la fédération de la mutualité agricole de la Gironde, domicilié à Bordeaux (Gironde); 30 ans de pratique professionnelle.

Couillens (Marc), ingénieur en chef, directeur des services agricoles d'Ille-et-Vilaine, domicilié à Rennes (Ille-et-Vilaine); 23 ans 6 mois de services civils et militaires.

Darrieux-Juzon (Edouard-Marie-Timothée), médecin vétérinaire, président du syndicat départemental des vétérinaires, domicilié à Bayonne (Basses-Pyrénées); 46 ans de pratique professionnelle et de services militaires.

Delambre (Charles-Guislain), agriculteur éleveur, président fondateur de la Société coopérative laitière et beurrière du Cambrésis, président fondateur du syndicat d'élevage porcin du Cambrésis, domicilié à Walincourt (Nord); 31 ans de pratique agricole et de services militaires.

Demay (Maurice-Marcel), directeur de la caisse régionale de crédit agricole mutuel de la Charente, domicilié à Angoulême (Charente); 37 ans de services civils et militaires.

Mlle Duçange (Germaine-Yvonne-Henriette), directrice de la chambre d'agriculture de la Somme, domiciliée à Amiens (Somme); 37 ans de services civils.

Epinat (Walter), ingénieur en chef du génie rural, chef de la circonscription d'Arras, domicilié à Arras (Pas-de-Calais); 20 ans 3 mois de services civils et militaires.

Girardin (René-Albert), président de la société d'agriculture de l'arrondissement de Thonon, président de la caisse régionale de crédit agricole de la Haute-Savoie, domicilié à Thonon-les-Bains (Haute-Savoie); 49 ans de services civils et militaires.

Girol (Jean-René), agriculteur, président des maraîchers d'Eysines, vice-président national des maraîchers de France, domicilié à Eysines (Gironde); 38 ans de pratique agricole et de services militaires.

Goetgheluck (Rémy-Julien-Cornil), conseiller technique de la laiterie de Steenvoorde, domicilié à Steenvoorde (Nord); 46 ans 6 mois de pratique professionnelle.

Grillot (Pierre-Louis-Auguste), agriculteur, président de la société d'agriculture de l'arrondissement d'Autun, domicilié à Monthelon (Saône-et-Loire); 39 ans de pratique agricole et de services militaires.

Grizard (Jean-Claude), agriculteur, vice-président de la fédération des syndicats des producteurs de lait du bassin lyonnais, domicilié à Monthieux (Ain); 49 ans de pratique professionnelle et de services militaires.

Mme Haarscher, née Révol (Suzanne), agent supérieur au ministère de l'agriculture, domiciliée à Paris; 27 ans de services civils.

Joriot (Charles-Lucien-Hippolyte), industriel laitier, président du syndicat des industriels laitiers du Doubs, domicilié à Villers-le-Lac (Doubs); 51 ans 7 mois de pratique professionnelle et de services militaires.

Le Couteulx (Paul-Louis-Fernand), président de la caisse régionale de crédit agricole de l'Oise, domicilié à Saint-André-Farivillers (Oise); 49 ans 8 mois de services civils et militaires.

Lefebvre (Raymond-Charles-Marie), conservateur des eaux et forêts, domicilié à Chantilly (Oise); 31 ans 4 mois de services civils et militaires.

Le Floch (Pierre-Marie), directeur de l'école privée d'agriculture de Pontivy (Saints-Anges), domicilié à Pontivy (Morbihan); 39 ans de services civils.

Mme Lœuillet, née Pouyaud (Hélène-Céline-Rosalie-Eugénie), directrice de coopérative agricole, ancienne agricultrice, domiciliée à Conteville (Somme); 37 ans de pratique agricole.

Lux (Laurent), vice-président de la fédération d'exploitants agricoles du Bas-Rhin, président de la coopérative de reconstitution et de modernisation de l'agriculture, domicilié à Offenheim (Bas-Rhin); 45 ans de pratique professionnelle et de services militaires.

Martineau (Jean), agriculteur, domicilié à Legé (Loire-Atlantique); 36 ans 10 mois de pratique agricole et de services militaires.

Menasseyre (Robert), administrateur civil au ministère de l'agriculture, domicilié à Paris; 21 ans 3 mois de services civils et militaires.

Merigeau (Gaston-Raymond), directeur départemental de la mutualité sociale agricole, domicilié à Niort (Deux-Sèvres); 38 ans de pratique professionnelle et de services militaires.

Milhavet (Alain-Jean-Marie-Joseph), administrateur civil au ministère de l'agriculture, domicilié à Boulogne-sur-Seine (Seine); 25 ans 11 mois de services civils et militaires et de pratique professionnelle.

Morell (Gilbert-Dominique-Gustave), inspecteur, chef du service de la production animale de l'Algérie, domicilié à Alger (Alger); 21 ans 1 mois de services civils et militaires.

Nicolai (Urbain), agriculteur, président du syndicat agricole de Volpajola, domicilié à Volpajola (Corse); 48 ans de pratique agricole, professionnelle et de services militaires.

Ouvre (François-Joseph-Félix), agriculteur, gérant de sucrerie et distillerie, domicilié à Souppes-sur-Loing (Seine-et-Marne); 30 ans 11 mois de pratique professionnelle et de services militaires.

Peju (Marius-Hyacinthe-Albert), viticulteur, secrétaire général de l'association des propriétaires du Beaujolais et du Mâconnais, domicilié à Fleurie (Rhône); 53 ans 7 mois de pratique agricole et de services militaires.

Perchenet (Jean-Gabriel-Antoine), conservateur des eaux et forêts, domicilié à Alger (Alger); 31 ans 7 mois de services civils et militaires.

Perigaud (Jean-Alexandre), négociant en grains, engrais, pommes de terre et vins en gros, président du syndicat départemental des négociants en vins, domicilié à Bennevent-l'Abbaye (Creuse); 62 ans de pratique professionnelle et de services militaires.

Raimond (Ernest-Louis-Victor), négociant en grains, agriculteur, président du syndicat professionnel des négociants en grains de la Charente-Maritime, domicilié à Croix-Chapeau (Charente-Maritime); 38 ans de pratique agricole.

Reynier (Victor-Adrien), agriculteur, président de la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de la Haute-Loire, domicilié à Polignac (Haute-Loire); 35 ans 4 mois de pratique agricole et de services militaires.

Ribereau-Gayon (Félix-André-Jean), directeur de la station œnologique de Bordeaux, maître de conférences à la faculté des sciences, domicilié à Bordeaux (Gironde); 32 ans 6 mois de services civils et militaires et de pratique professionnelle.

Robert (Marcel), directeur des services vétérinaires de l'Aisne, domicilié à Laon (Aisne); 36 ans 11 mois de services civils et militaires.

Robichon (Félicien-Antonin-Constant), agriculteur, président de la fédération de la mutualité agricole du Loiret, domicilié à Saint-Cyr-en-Val (Loiret); 33 ans 6 mois de pratique agricole et de services militaires.

Rollet (Marcel), viticulteur, président du syndicat de défense viticole de Fleurie, domicilié à Fleurie (Rhône); 18 ans 3 mois de pratique agricole.

Roque (Robert-Jean-Marie), directeur de la mutualité sociale agricole du Tarn, domicilié à Albi (Tarn); 35 ans de services civils et militaires.

Rousselot (René-Edmond), agriculteur, domicilié à Nicey-sur-Aire (Meuse); 40 ans 5 mois de pratique agricole, de services civils et militaires.

Rufin (Georges-Jean-Eugène), ingénieur en chef, directeur des services agricoles du Jura, domicilié à Lons-le-Saunier (Jura); 25 ans 4 mois de services civils et militaires.

Ruty (Victor-Omer), ingénieur en chef, directeur départemental des services agricoles et du paysannat, domicilié à Alger (Alger); 35 ans 11 mois de services civils et militaires.

Schaub (Lucien-Gustave), directeur de brasserie, domicilié à Strasbourg (Bas-Rhin); 46 ans de pratique professionnelle.

Sibre (Marius), agriculteur, domicilié à Bessoncourt (territoire de Belfort); 42 ans 2 mois de pratique agricole et de services militaires.

Simon (Léon-Pierre-Marie-Georges), directeur de la station de recherches viticoles, œnologique et d'arboriculture fruitière d'Angers (I. N. R. A.), domicilié à Angers (Maine-et-Loire); 32 ans 8 mois de services civils et militaires.

Telle (Robert-Alexandre-Guillaume), administrateur civil au ministère de l'agriculture, domicilié à Paris; 23 ans 3 mois de services civils et militaires et de pratique professionnelle.

Tollu (André-Hubert-Victor), administrateur directeur général d'une société laitière, domicilié à Paris; 34 ans de pratique professionnelle et de services militaires.

Vallée (Maurice), vice-président de la chambre syndicale nationale des industries et de la répartition pharmaceutiques et vétérinaires; président du syndicat des fabricants de produits professionnels vétérinaires, domicilié à Toulouse (Haute-Garonne); 30 ans de pratique professionnelle et de services militaires.

Van Graefschepe (Fernand-Elie-Laurent), horticulteur; président de la chambre d'agriculture du Nord, domicilié à Cassel (Nord); 28 ans de pratique agricole et de services militaires.

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION

Cabinet du ministre.

Le ministre de la santé publique et de la population,

Vu le décret du 14 mai 1958 portant nomination des membres du Gouvernement;
Vu le décret du 28 juillet 1948 portant règlement d'administration publique en ce qui concerne les cabinets ministériels,

Arrête:

Art. 1er. — Sont nommés:

Directeur du cabinet.

M. Jacques Maroselli, préfet.

Conseillers techniques.

M. Albert Rauzy, inspecteur général de la santé publique et de la population.
M. Armand Berthet, préfet.
M. Georges Elgozy, inspecteur général de l'économie nationale.

Chef de cabinet.

M. Armand Foliard, administrateur civil au ministère de la santé publique et de la population.

Chargé de mission.

M. le docteur André Roussel, assistant à la faculté de médecine.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 mai 1958.

ANDRÉ MAROSELLI.

Délégation de signature.

Le ministre de la santé publique et de la population,

Vu le décret du 23 janvier 1947, modifié par le décret du 13 février 1956, autorisant les ministres à déléguer leur signature par arrêté;
Vu le décret du 14 mai 1958 portant nomination des membres du Gouvernement;
Vu l'arrêté du 16 mai 1958 portant nomination des membres du cabinet du ministre de la santé publique et de la population,

Arrête:

Art. 1er. — Délégation permanente et générale de signature est accordée à M. Jacques Maroselli, préfet, directeur du cabinet, à l'effet de signer, au nom du ministre de la santé publique et de la population, tous arrêtés, actes ou décisions, à l'exception des décrets.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 mai 1958.

ANDRÉ MAROSELLI.

MINISTERE DE LA RECONSTRUCTION ET DU LOGEMENT

Cabinet du ministre.

Le ministre de la reconstruction et du logement,

Vu le décret n° 48-1233 du 28 juillet 1948 portant règlement d'administration publique en ce qui concerne les cabinets ministériels;
Vu le décret du 14 mai 1958 portant nomination des membres du Gouvernement,

Arrête:

Art. 1er. — Sont nommés au cabinet du ministre de la reconstruction et du logement:

Directeur du cabinet.

M. André Piérard, maître des requêtes au conseil d'Etat.

Chef de cabinet.

M. Bernard Cuminal, licencié en droit.

Chef adjoint de cabinet (chargé des relations parlementaires).

M. Louis de Costier.

Conseillers techniques.

M. André Rambaud, chef de service à l'administration centrale du ministère de la reconstruction et du logement.
M. Louis Morel, ingénieur en chef du ministère de la reconstruction et du logement.
M. François-Bernard de La Poëze d'Harambure, inspecteur de la reconstruction et du logement.
M. Robert Parenty, chargé de mission à la caisse nationale des marchés de l'Etat.

Chargé de mission.

M. Paul Bouju, agrégé de l'Université.

Chef du secrétariat particulier.

Mme Magdelaine Nillus.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 17 mai 1958.

PIERRE GARET.

Délégations de signature.

Le ministre de la reconstruction et du logement,

Vu le décret n° 47-233 du 23 janvier 1947 autorisant les ministres à déléguer, par arrêté, leur signature;
Vu le décret du 14 mai 1958 portant nomination des membres du Gouvernement;
Vu l'arrêté du 17 mai 1958 portant nomination des membres du cabinet du ministre de la reconstruction et du logement,

Arrête:

Art. 1er. — Délégation permanente et générale est donnée à M. André Piérard, directeur du cabinet, à l'effet de signer, au nom du ministre de la reconstruction et du logement, tous actes, arrêtés et décisions, à l'exclusion des décrets.

Cette délégation s'applique, en particulier, à la signature:

1° De toutes ordonnances de payement, de virement et de délégation, de tous avis d'ordonnance, de tous ordres de recettes, de tous titres exécutoires prévus par l'article 54 de la loi du 13 avril 1898 et des arrêtés de débet prévus par la loi du 12 vendémiaire, an VIII;

2° De tous marchés, conventions, contrats et avenants ainsi que des attestations d'intérêt national destinées à permettre le préfinancement des marchés par la caisse nationale des marchés de l'Etat;

3° Des arrêtés de nomination des agents du ministère de la reconstruction et du logement.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 17 mai 1958.

PIERRE GARET.

Le ministre de la reconstruction et du logement,

Vu le décret n° 47-233 du 23 janvier 1947 autorisant les ministres à déléguer, par arrêté, leur signature;

Vu le décret du 14 mai 1958 portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu l'arrêté du 17 mai 1958 portant nomination des membres du cabinet du ministre de la reconstruction et du logement,

Arrête:

Art. 1er. — Délégation permanente et générale est donnée à M. Bernard Cumenal, chef de cabinet, à l'effet de signer, au nom du ministre de la reconstruction et du logement, tous actes, arrêtés et décisions, à l'exclusion des décrets.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 17 mai 1958.

PIERRE GARET.

NATURALISATIONS

RECTIFICATIFS AU *JOURNAL OFFICIEL*

Rectificatif au *Journal officiel* du 3 mars 1957: page 2424, 2e colonne, au lieu de: « ILIESCU (Petre), Bucarest (Roumanie) », lire: « ILIESCO (Pierre), Bucarest (Roumanie) ».

Rectificatif au *Journal officiel* du 21 avril 1957: page 4208, 2e colonne, au lieu de: « SILLAM (Lucien), Tunis », lire: « SILLAM (Elie), Tunis ».

Rectificatif au *Journal officiel* du 2 février 1958:

Page 1301, 2e colonne, au lieu de: « MULLER (Gisèle), Munster (Allemagne), 23-05-41 », lire: « MULLER (Gisèle), Munster (Allemagne), 23-06-41 ».

Page 1302, 1re colonne, au lieu de: « MULLER (Gunther), Rockershausen (Sarre), 12-06-38 », lire: « MULLER (Gunther), Rockershausen (Sarre), 12-07-38 ».

Rectificatif au *Journal officiel* du 23 février 1958: page 1964, 2e colonne, au lieu de: « KOURNADILIAN (Wanouchaky) », lire: « KOURNADILIAN (Manouchak) ».

Rectificatif au *Journal officiel* du 9 mars 1958:

Page 2401, 1re colonne, au lieu de: « GONZALEZ (Manuel), El-Escorial », lire: « GONZALEZ-ARNAO (Manuel) ».

Page 2404, 2e colonne, au lieu de: « GACHASSIN (Georges), Toulouse (Haute-Garonne), 04-08-19 », lire: « GACHASSIN (Georges), Toulouse (Haute-Garonne), 03-08-19 ».

Rectificatif au *Journal officiel* du 30 mars 1958: page 3133, 2e colonne, au lieu de: « FANFANI (Lotschberg), Kandingrund », lire: « FANFANI (Lotschberg), Kandergrund ».

Page 3137, 1re colonne, au lieu de: « FANFANI (Norbert). — FANFANI (Lotschberg), Kandingrund », lire: « FANFANI (Norbert). — FANFANI (Lotschberg), Kandergrund ».

Rectificatif au *Journal officiel* du 6 avril 1958:

Page 3377, 2e colonne, au lieu de: « BONUTTI, née PALLAVICINI, Gonars (Italie), 27-02-21 », lire: « BONUTTI, née PALLAVICINI, Gonars (Italie), 27-07-21 ».

Page 3378, 1re colonne, au lieu de: « ESCUDERO (Juan), Madrid (Espagne) », lire: « ESCUDERO (Juan), Barcelone (Espagne) ».

Page 3380, 2e colonne, au lieu de: « PAOPELLA (Peppino), Carvaro (Italie) », lire: « PAOLELLA (Peppino), Cervaro (Italie) »; au lieu de: « PHAM-VAN-THANS, Ky Duong, etc. », lire: « PHAM-VAN-THANG, Ky Duong, etc. ».

Page 3381, 1re colonne, au lieu de: « REINERT (Martin), Dittlingen (Allemagne), 26-52-32 », lire: « REINERT (Martin), Dittlingen (Allemagne), 26-02-32 »; au lieu de: « SOLA (Ramon), Garriguella (Espagne), 20-02-09 », lire: « SOLA (Ramon), Garriguella (Espagne), 20-02-08 ».

Rectificatif au *Journal officiel* du 27 avril 1958:

Page 4145, 1re colonne, au lieu de: « BERTINCHAMP (Louis), Sarrelouis (Sarre), 20-09-52 », lire: « BERTINCHAMP (Louis), Sarrelouis (Sarre), 20-09-53 ».

Page 4147, 1re colonne, au lieu de: « MARUTCHTCHAK (Siméon), Nertervarki (Russie) », lire: « MARUCHTCHAK, etc. ».

Page 4149, 1re colonne, au lieu de: « BEHAR (Salamon), Erdirné (Turquie) », lire: « BEHAR (Salamon), Edirné (Turquie) »; au lieu de: « BELFFI (Pier), etc. », lire: « BELEFFI, etc. ».

Page 4151, 2e colonne, au lieu de: « MOLIENT, née GIRONES », lire: « MOLINET, née GIRONES ».

Page 4152, 1re colonne, au lieu de: « PAWLAK, née NOCULAK, Lunen (Allemagne), 26-02-12 », lire (la deuxième fois): « PAWLAK (Stéphane), Recklinghausen (Allemagne), 11-09-10, etc. ».

Page 4153, 2e colonne, au lieu de: « TUGAS (Emma), Labourgade (Tarn-et-Garonne), 15-03-43 », lire: « TUGAS (Emma), Labourgade (Tarn-et-Garonne), 15-05-43 ».

INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLEE NATIONALE

Ordre du jour du mardi 20 mai 1958.

A quinze heures. — SÉANCE PUBLIQUE

1. — Vote de la proposition de loi (n° 6214) de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 15 de la loi n° 51-1508 du 31 décembre 1951 relatif au fonds de garantie automobile. (N° 6812 — M. Minjoz, rapporteur.) (Rapport adopté à la majorité absolue des membres composant la commission.) (Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

2. — Discussion du projet de loi (n° 7160) portant reconduction de la loi n° 56-258 du 16 mars 1956 autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre en Algérie un programme d'expansion économique, de progrès social et de réforme administrative et l'habilitant à prendre toutes mesures exceptionnelles en vue du rétablissement de l'ordre, de la protection des personnes et des biens et de la sauvegarde du territoire, complétée, modifiée et reconduite par les lois n° 57-832 du 26 juillet 1957 et n° 57-1293 du 15 novembre 1957.

3. — Discussion du projet de loi (n° 6975), adopté par le Conseil de la République, relatif à la prorogation du mandat des membres du Conseil de la République élus en Algérie.

4. — Discussion du projet de loi (n° 6975), adopté par le Conseil de la République, modifiant, pour les territoires d'outre-mer, pour la République du Togo et l'Etat sous tutelle du Cameroun, la loi n° 48-1471 du 23 septembre 1948 relative à l'élection des conseillers de la République.

5. — Discussion du projet de loi (n° 6976), adopté par le Conseil de la République, modifiant, en ce qui concerne l'élection des conseillers de la République représentant les citoyens français résidant au Maroc, en Tunisie, au Cambodge, au Laos et au Viet-Nam, les dispositions de la loi du 23 septembre 1948 relative à l'élection des conseillers de la République.

Décès d'un député.

M. le président de l'Assemblée nationale a le regret de porter à la connaissance de Mmes et MM. les députés qu'il a été avisé du décès de M. Georges Gaillemin, député des Vosges, survenu le 17 mai 1958.

Mmes et MM. les députés sont informés que la levée du corps de M. Georges Gaillemin, député, aura lieu le lundi 19 mai, à neuf heures trente, à l'hôpital américain de Neuilly, 46, rue Chauveau, à Neuilly.

Convocation de commission.

La commission de l'intérieur se réunira le mardi 20 mai 1958, à dix heures (local de la commission n° 207):

I. — Nomination d'un représentant de la commission au sein de la commission spéciale chargée de préparer la codification des règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique.

II. — Examen du projet de loi (n° 7160) portant reconduction de la loi sur les pouvoirs spéciaux en Algérie. Nomination d'un rapporteur et examen du rapport.

III. — Questions diverses.

Rectification

au compte rendu in extenso de la 2e séance du vendredi 16 mai 1958.

(*Journal officiel* du 17 mai 1958.)

Dans le scrutin (n° 974) sur l'article unique du projet de loi déclarant l'état d'urgence sur le territoire métropolitain:

M. Keita (Modibo), porté comme « n'ayant pas pris part au vote », déclare avoir voulu voter « pour ».

CONSEIL DE LA REPUBLIQUE

Ordre du jour du jeudi 22 mai 1958.

A quinze heures trente. — SÉANCE PUBLIQUE

1. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant approbation d'un avenant conclu entre l'Etat et la Compagnie des Messageries maritimes. (Nos 251 et 411, session de 1957-1958. — M. Lachèvre, rapporteur de la commission de la marine et des pêches, et n° , session de 19571958. — Avis de la commission des finances. — M. X..., rapporteur.)

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant le Président de la République à ratifier l'accord de commerce entre la France et le Guatemala, signé à Guatemala-City le 17 octobre 1955. (Nos 284 et 419, session de 1957-1958. — M. Louis André, rapporteur de la commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales.)

3. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 1455 du code général des impôts en vue de maintenir le bénéfice de l'exonération de patente en faveur des artisans et façonniers qui utilisent le concours d'un compagnon pour remplacer un fils effectuant son service militaire. (Nos 359 [rectifié] et 418, session de 1957-1958. — M. Claude Mont, rapporteur de la commission de l'intérieur [administration générale, départementale et communale, Algérie].)

4. — Discussion de la proposition de loi de M. Schwartz tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2707 du 2 novembre 1945 relative à la réglementation des marchés des communes, des syndicats de communes et des établissements communaux de bienfaisance ou d'assistance. (Nos 127, session de 1955-1956, et 380, session de 1957-1958. — M. Zussy, rapporteur de la commission de l'intérieur [administration générale, départementale et communale, Algérie].)

5. — Discussion éventuelle du projet de loi portant reconduction des pouvoirs spéciaux en Algérie.

INFORMATIONS

RELATIVES

A L'ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE

Ordre du jour du mardi 20 mai 1958.

A quinze heures. — SÉANCE PUBLIQUE

1. — Discussion des conclusions de la commission d'instruction sur une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée de l'Union française. (Nos 119 et 204, session 1957-1958. — M. Max André, rapporteur de la commission d'instruction.)

2. — Discussion de la demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, complétant pour Madagascar le décret n° 57-646 du 28 mai 1957 modifiant, en ce qui concerne l'Afrique occidentale française, l'Afrique équatoriale française, Madagascar et dépendances, les Comores, la Côte française des Somalis, la Nouvelle-Calédonie et dépendances, les Etablissements français de l'Océanie, Saint-Pierre et Miquelon et les Terres australes et antarctiques françaises, l'article 173 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des territoires d'outre-mer. (Nos 171 et 188, session 1957-1958. — M. Marcel Leger, rapporteur de la commission des affaires financières.)

3. — Suite de la discussion de la demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de loi-cadre définissant des mesures d'ordre économique et financier destinées à préparer l'entrée de la France dans le Marché commun. (Nos 134 et 183, session 1957-1958. — M. Jean Oliéon, rapporteur de la commission des affaires économiques. — Avis de la commission des relations extérieures, M. Vignes, rapporteur, et n° 184, session 1957-1958, avis de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts. — M. Reyt, rapporteur.)

4. — Discussion de la proposition de M. Georges Riond et des membres du groupe des républicains indépendants et des membres du groupe du centre républicain d'action paysanne et sociale, tendant à inviter le Gouvernement à harmoniser d'urgence la législation relative aux anciens combattants d'outre-mer et la législation relative aux anciens combattants de la métropole. (Nos 226, session 1955-1956, et 206, session 1957-1958. — Mme Eboué-Tell, rapporteur de la commission des anciens combattants, victimes de la guerre, et des affaires sociales.)

Convocation de commission

La commission du règlement, des pétitions et des questions constitutionnelles se réunira le jeudi 22 mai 1958, à seize heures trente (local n° C. 16), palais de l'Union française:

Ordre du jour.

I. — Examen du rapport de M. Dardelle sur la proposition de résolution (n° 178, session 1957-1958) présentée par MM. Pierre Cornet et Dardelle et tendant à la création au sein de l'Assemblée de l'Union française d'une intercommission de coordination des affaires sahariennes

II. — Questions diverses

AVIS ET COMMUNICATIONS

Ministère des finances, des affaires économiques et du plan.

Avis aux importateurs de pommes de terre de consommation.

La date limite de dédouanement fixée par l'avis du 27 avril 1958 au 20 mai est reportée au 28 mai 1958.

Il est toutefois précisé que les offres nouvelles devront répondre à toutes les autres conditions prévues à l'avis du 27 avril ci-dessus mentionné.

Avis aux importateurs de pommes de terre primeurs originaires et en provenance d'Espagne et d'Italie.

La date limite de dédouanement fixée par l'avis du 4 mai 1958 au 20 mai 1958 est reportée au 21 mai 1958, heure de fermeture des bureaux de douane.

Ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports.

Avis de concours pour le recrutement de professeurs de travaux publics et bâtiment dans les écoles nationales d'ingénieurs de Strasbourg et de Maison-Carrée.

Modificatif au *Journal officiel* du 3 mai 1958, page 4291:

Le concours pour le recrutement de professeurs de travaux publics et bâtiment pour les écoles nationales d'ingénieurs de Strasbourg et Maison-Carrée qui devait s'ouvrir le 2 juin 1958 est reporté au 9 juin 1958.

Paris. — Imprimerie des Journaux officiels, 31, quai Voltaire.

Le Préfet, Directeur des Journaux officiels.
JEAN-PAUL MARTIN

ANNONCES

LES ANNONCES SONT REÇUES A L'AGENCE HAVAS, 62, RUE DE RICHELIEU, PARIS

Compte chèque postal 1.014.00, Paris,

ET DANS SES SUCCURSALES DES DEPARTEMENTS

L'Administration et les fermiers déclinent toute responsabilité quant à la teneur des annonces.

TIRAGES FINANCIERS

GLAENZER SPICER

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 600.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL : 10, RUE J.-P.-TIMBAUD, POISSY (SEINE-ET-OISE)

R. C. : Versailles n° 55-B 167.

Obligations 4 1/4 0/0 1944 de 2.000 F.

Liste numérique des obligations amorties au tirage du 22 avril 1958 et remboursables à partir du 1er juin 1958 à 2.001 F.

71 à 80 — 681 à 670 — 781 à 790 — 1.011 à 1.020 — 1.071 à 1.080 — 1.151 à 1.160 — 2.041 à 2.050 — 2.391 à 2.400 — 2.611 à 2.620 — 2.621 à 2.630 — 2.661 à 2.670 — 2.961 à 2.970 — 2.971 à 2.980 — 3.001 à 3.010 — 3.081 à 3.090 — 3.101 à 3.110 — 3.311 à 3.320 — 3.321 à 3.330 — 3.511 à 3.520 — 3.671 à 3.680 — 3.831 à 3.840 — 3.871 à 3.880 — 3.941 à 3.950 — 4.081 à 4.090 — 4.271 à 4.280 — 4.341 à 4.350 — 4.351 à 4.360 — 4.401 à 4.410 — 4.411 à 4.420 — 4.431 à 4.440 — 4.841 à 4.850 — 4.911 à 4.920 — 5.181 à 5.190 — 5.221 à 5.230 — 5.351 à 5.360 — 5.361 à 5.370 — 5.701 à 5.710 — 5.771 à 5.780 — 5.931 à 5.940 — 6.141 à 6.150 — 6.471 et 6.472 — 6.511 à 6.520 — 6.691 à 6.700 — 7.131 à 7.140 — 7.321 à 7.330

SOCIETE L'EPARGNE

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 427.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL : 21, BOULEVARD BONREPOS, TOULOUSE

R. C. : Toulouse n° 54-B 193.

Bons 5,25 0/0 1948 de 5.000 F.

Liste des séries sorties au tirage du 6 février 1958 et remboursables à partir du 1er juillet 1958 à 4.990 F, coupon n° 11 attaché, et des séries comprenant des bons amortis aux tirages précédents et non encore présentés au remboursement.

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
11 à 20	55	521 à 530	58	991 à 1.000	57
21 à 30	57	621 à 630	56	1.031 à 1.040	57
71 à 80	57	641 à 650	57	1.101 à 1.110	58
161 à 170	58	661 à 670	58	1.121 à 1.130	57
171 à 180	56	701 à 710	58	1.131 à 1.140	57
211 à 220	57	711 à 720	58	1.141 à 1.150	58
241 à 250	58	721 à 730	58	1.151 à 1.160	58
261 à 270	58	731 à 740	58	1.161 à 1.170	57
291 à 300	57	741 à 750	58	1.201 à 1.210	58
301 à 310	58	771 à 780	58	1.211 à 1.220	57
341 à 350	56	791 à 800	58	1.241 à 1.250	56
361 à 370	57	821 à 830	58	1.251 à 1.260	58
381 à 390	57	831 à 840	57	1.261 à 1.270	55
411 à 420	56	921 à 930	56	1.271 à 1.280	58
431 à 440	57	931 à 940	57	1.321 à 1.330	57
461 à 470	57	941 à 950	58	1.341 à 1.350	56
431 à 490	58	961 à 970	58	1.361 à 1.370	58
491 à 500	57	971 à 980	58	1.381 à 1.390	58
511 à 520	56	981 à 990	58		

Remboursement : année 55, coupon n° 8 attaché ; année 56, coupon n° 9 attaché ; année 57, coupon n° 10 attaché ; année 58, coupon n° 11 attaché.

LA NATIONALE

Compagnie de réassurances de toute nature.

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 200 MILLIONS DE FRANCS ENTIÈREMENT VERSÉ

SIÈGE SOCIAL : 14, BOULEVARD HAUSSMANN, PARIS (9e)

R. C. : Seine n° 55-B 4910.

Douzième tirage d'amortissement du 2 mai 1958 des parts bénéficiaires remboursables au siège social à 546 F l'unité, à partir du 1er juillet 1958.

Numéros des 480 parts sorties.

20.241 à 20.720

Numéros des parts amorties aux tirages précédents restant à rembourser.

91 à 100 (1949) — 491 à 500 (1955) — 1.341 à 1.380 (1954) — 6.331 à 6.340 — 6.651 à 6.660 — 6.741 à 6.770 (1953) — 21.741 à 21.770 (1952).

CAISSE NATIONALE DE L'ENERGIE

DIRECTION GÉNÉRALE : 1, RUE TAITBOUT, PARIS

DÉPARTEMENT DES TITRES : 68, RUE DU FAUBOURG-SAINT-HONORÉ, PARIS

« ELECTRICITE DE FRANCE »

Parts de production (émissions 1952 et 1953), rachat par tirage.

Premier tirage du 13 mai 1958.

Les 269.164 parts de production numérotées de :

221.001 à 331.500 et 1.422.329 à 1.580.992,

étant sorties au tirage, seront rachetées à partir du 15 juillet 1958 à 16.121 F, coupon n° 7 au 15 juillet 1959 attaché.

Les conditions de rachat par tirage au sort des parts de production (émissions 1952 et 1953) ont été publiées au *Journal officiel* du 31 octobre 1953.

Compagnie Française de Matériel de Chemins de Fer et Générale de Construction

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 431.625.000 F

SIÈGE SOCIAL : 38, AVENUE HOCHE, PARIS (8e)

R. C. : Seine n° 54-B 60044 ; numéro d'entreprise : 212 75 108 0 007.

Obligations 6 0/0 1956.

Deuxième tirage (amortissement 1958).

Le conseil d'administration de la Compagnie française de matériel de chemins de fer et générale de construction a décidé de procéder, le 7 mai 1958, au deuxième tirage comportant 686 obligations 6 0/0 1956 remboursables en 1958, comme l'indique le tableau d'amortissement reproduit au dos de ces titres.

Conformément aux dispositions contenues dans la notice d'émission, il a été tiré un numéro.

Le numéro sorti est 1.015.

Les 685 obligations qui suivent portent les numéros 1.016 à 1.700.

Ces 686 obligations sont remboursables à 10.500 F à partir du 30 juillet 1958 avec le coupon n° 3 (30 juillet 1959) attaché.

LA SEQUANAISE CAPITALISATION

SOCIÉTÉ ANONYME

CAPITAL SOCIAL : 50.000 F ENTIÈREMENT VERSÉS

SIÈGE SOCIAL : 4, RUE JULES-LEFEBVRE, PARIS (9e)

R. C. : Seine n° 54-B 5480.

Numéros des 9 parts bénéficiaires A sorties au tirage du 2 mai 1958 pour amortissement au titre de l'année 1958.

7 à 15 inclus,

remboursables au pair, soit 2.600.100 F, à partir du 1er juillet 1958.

Numéros des 11 parts bénéficiaires B entières sorties au tirage du 2 mai 1958 pour amortissement au titre de l'année 1958.

238 à 248 inclus,

remboursables au pair, soit 112.800 F, à partir du 1er juillet 1958.

LA SEQUANAISE VIE

SOCIÉTÉ ANONYME

CAPITAL SOCIAL : 2 MILLIONS DE FRANCS ENTIÈREMENT VERSÉS

SIÈGE SOCIAL : 4, RUE JULES-LEFEBVRE, PARIS (9e)

R. C. : Seine n° 54-B 5544.

Numéros des 78 parts bénéficiaires A sorties au tirage du 2 mai 1958 pour amortissement au titre de l'année 1958.

1.558 à 1.635 inclus,

remboursables au pair, soit 20.552 F, à partir du 1er juillet 1958.

Numéros des 40 parts bénéficiaires B sorties au tirage du 2 mai 1958 pour amortissement au titre de l'année 1958.

988 à 1.015 inclus — 1.096 à 1.107 inclus,

remboursables au pair, soit 39.939 F, à partir du 1er juillet 1958.

LA SEQUANAISE NUPTIALITE

SOCIÉTÉ ANONYME

CAPITAL SOCIAL : 2 MILLIONS DE FRANCS ENTIÈREMENT VERSÉS

SIÈGE SOCIAL : 4, RUE JULES-LEFEBVRE, PARIS (9e)

R. C. : Seine n° 54-B 5545.

Numéros des 8 coupures indivisibles de 10 parts bénéficiaires A sorties au tirage du 2 mai 1958 pour amortissement au titre de l'année 1958.

223 à 230 inclus,

remboursables au pair, soit 2.610 F, à partir du 1er juillet 1958.

La Séquanaise Incendie, Accidents et Risques divers

SOCIÉTÉ ANONYME

CAPITAL SOCIAL : 80 MILLIONS DE FRANCS ENTIÈREMENT VERSÉS

SIÈGE SOCIAL : 4, RUE JULES-LEFEBVRE, PARIS (9e)

R. C. : Seine n° 54-B 5543.

Numéros des 23 coupures indivisibles de 10 parts bénéficiaires A sorties au tirage du 2 mai 1958 pour amortissement au titre de l'année 1958.

488 à 510 inclus,

remboursables au pair, soit 5.330 F, à partir du 1er juillet 1958.

Numéros des 2 coupures indivisibles de 50 parts bénéficiaires B sorties au tirage du 2 mai 1958 pour amortissement au titre de l'année 1958.

73 et 74,

remboursables au pair, soit 2.200 F, à partir du 1er juillet 1958.

L'AIGLE

Société anonyme d'assurances à primes fixes contre l'incendie.

CAPITAL : 400.000.000 DE FRANCS ENTIÈREMENT LIBÉRÉ

SIÈGE SOCIAL : A PARIS, 44, RUE DE CHATEAUDUN

Douzième tirage d'amortissement du 2 mai 1958 des parts bénéficiaires remboursables au siège social à partir du 1er juillet 1958.

Numéros des 125 parts sorties (1re série).

5.176 à 5.300

Numéros des 412 parts sorties (2e série).

4.925 à 5.336

Numéros des parts amorties aux tirages précédents restant à rembourser.

Parts (1re série).

2.488 (1952) — 4.815 (1948) — 5.392 à 5.397 (1954)

Parts (2e série).

528 à 541 (1952) — 3.823 à 3.838 (1954) — 4.082 à 4.108 (1948) — 9.118, 9.119 (1950) — 9.349 à 9.353 (1951) — 11.834 à 11.836 (1953)

L'AIGLE

Compagnie française d'assurances sur la vie.

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 75.000.000 DE FRANCS ENTIÈREMENT LIBÉRÉ

SIÈGE SOCIAL : A PARIS, 44, RUE DE CHATEAUDUN

Douzième tirage d'amortissement du 2 mai 1958 des parts bénéficiaires remboursables au siège social à partir du 1er juillet 1958.

Numéros des 37 parts sorties (1re série).

1.560 à 1.596

Numéros des 409 parts sorties (2e série).

17.467 à 17.731 — 18.550 à 18.693

Numéros des parts amorties aux tirages précédents restant à rembourser.

Parts (1re série).

154 à 157, 163, 174 (1949) — 250, 251 (1951) — 906, 969 (1956) — 936, 937 (1948) — 1.223, 1.224 (1957) — 1.543, 1.546 à 1.556 (1954)

Parts (2e série).

2.632 à 2.645 (1955) — 8.471, 8.472, 8.577 à 8.594 (1954) — 9.161 à 9.163 (1953) — 18.908 à 18.910, 19.096 (1956)

L'AIGLE

Société anonyme française de capitalisation pour favoriser l'économie et l'épargne.

CAPITAL : 80.000.000 DE FRANCS ENTIÈREMENT LIBÉRÉ

SIÈGE SOCIAL : A PARIS, 44, RUE DE CHATEAUDUN

Amortissement des parts bénéficiaires.

Douzième tirage (2 mai 1958).

Numéros des 155 parts sorties remboursables à partir du 1er juillet 1958 au siège social.

5.813 à 5.967

Parts amorties aux tirages précédents restant à rembourser.

1.128, 1.129 (1950) — 6.494 à 6.501, 6.532 à 6.537, 6.602 à 6.605 (1957)

L'AIGLE

Compagnie d'assurances et de réassurances contre les accidents et tous risques.

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 135.000.000 DE FRANCS ENTIÈREMENT LIBÉRÉ

SIÈGE SOCIAL : A PARIS, 44, RUE DE CHATEAUDUN

Douzième tirage d'amortissement du 2 mai 1958 des parts bénéficiaires remboursables au siège social à partir du 1er juillet 1958.

Numéros des 12 parts sorties (1re série).

452 à 457 — 470 à 475

Numéros des 102 parts sorties (2e série).

3.882 à 3.983

Numéros des parts (2e série) amorties aux tirages précédents restant à rembourser.

1.140 à 1.144, 1.165, 1.166 (1953) — 1.292 à 1.295, 1.298 (1956) — 3.800 (1957)

SOCIETE D'ESCAUT ET MEUSE

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 2.400.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL : 3, RUE JACQUES-BINGEN, PARIS

R. C. : Seine n° 55-B 10017.

Obligations 6 3/4 0/0 1950.

Huitième amortissement.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, la société a racheté en Bourse 29 obligations ; il a été amorti par tirage au sort 459 obligations.

Numéros des 459 obligations sorties au tirage du 30 avril 1958 remboursables à 10.000 F à partir du 1er juillet 1958 et des obligations restant à rembourser sur tirages antérieurs.

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
2.811 à 2.813	1956	6.512 à 6.540	1957
2.829 à 2.842	»	6.572 à 6.575	»
2.873 à 2.875	»	6.639 à 6.643	»
2.878	»	6.662 à 6.671	»
2.880 et 2.881	»	6.674	»
2.887 et 2.888	»	6.687 à 6.690	»
2.937 et 2.938	»	6.708	»
2.963 à 2.967	»	6.719 à 6.725	»
2.990 à 2.999	»	6.748 à 6.767	»
3.054 à 3.063	»	6.769 à 6.772	»
3.065 à 3.068	»	6.783 et 6.784	»
3.077 à 3.081	»	6.870 à 6.879	»
3.097	»	6.885 à 6.892	»
3.100 à 3.104	»	6.898 à 6.915	»
3.137 et 3.138	»	14.831 à 15.267	1958
3.176 et 3.178	»	15.584 à 15.605	»
3.182	»	22.746 à 22.750	1955
3.202	»	24.216	1954

Les remboursements seront effectués :

A la banque L. Dupont et Cie, 26, avenue Franklin-D.-Roosevelt, à Paris ;

A la Société générale pour favoriser le développement du commerce et de l'industrie en France, 29, boulevard Haussmann, à Paris,

et à leurs succursales et agences.

Compagnie Française des ETABLISSEMENTS GAILLARD

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 258.500.000 F

SIÈGE SOCIAL : 53, AVENUE JEAN-MOULIN, A BEZIERS

Registre du commerce : Béziers n° 57-B 65.

Obligations 5.000 F 4 0/0 1946.

Numéros des 99 obligations sorties au tirage du 13 mai 1958 et formant, avec les obligations rachetées en Bourse, la quantité de 155 titres à amortir le 15 juin 1958.

2.107	2.113	2.123	2.124	2.133	2.249	2.250	2.253	2.254	2.256
2.140	2.141	2.142	2.143	2.149	2.272	2.279	2.280	2.281	2.282
2.158	2.176	2.177	2.178	2.179	2.283	2.284	2.285	2.286	2.287
2.180	2.181	2.182	2.184	2.185	2.288	2.289	2.290	2.291	2.292
2.186	2.187	2.188	2.189	2.190	2.293	2.294	2.295	2.296	2.297
2.191	2.192	2.193	2.194	2.195	2.298	2.299	2.306	2.307	2.311
2.196	2.197	2.198	2.199	2.214	2.312	2.313	2.314	2.315	2.316
2.215	2.226	2.227	2.228	2.229	2.317	2.318	2.319	2.320	2.332
2.230	2.231	2.232	2.242	2.243	2.334	2.335	2.336	2.337	2.338
2.244	2.245	2.246	2.247	2.248	2.339	2.340	2.343	2.347	

Numéros des obligations sorties au tirage du 15 mai 1956 et non encore présentées au remboursement.

2.461	2.462	2.463	2.466	2.457	2.498	2.499	2.500	2.501	2.509
2.468	2.469	2.470	2.483	2.464	2.512	2.513	2.516	2.517	2.518
2.485	2.486	2.487	2.488	2.489	2.519	2.520	2.529	2.530	2.531
2.493	2.494	2.495	2.496	2.497	2.532	2.533	2.534	2.535	

Numéros des obligations sorties au tirage du 13 mai 1957 et non encore présentées au remboursement.

1.295	1.296	1.297	1.298	1.299	1.330	1.331	1.332	1.333	1.334
1.300	1.301	1.302	1.303	1.304	1.335	1.336			
1.305	1.326	1.327	1.328	1.329					

DEMANDES DE CHANGEMENT DE NOM

M. Dahnan (Henri), né le 22 juin 1913 à Oran (Algérie), demeurant à Oran, 8, rue du Général-Joubert, tant en son nom personnel que pour ses enfants mineurs : Jean-Louis, né le 20 novembre 1942 à Oran, et Denis, né le 17 avril 1948 à Oran, dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de substituer à son nom patronymique celui de Danant.

M. Dahnan (Marc-Claude-Robert), né le 12 août 1931 à Oran, 22, boulevard Oudinot, dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de substituer à son nom patronymique celui de Danant.

M. Chiecchio, né le 30 mars 1921 à Saint-Raphaël (Var), demeurant et domicilié à Draguignan (Var), 9, rue de la République, dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de substituer à son nom patronymique celui de Checchio.

M. Srul Korenbaum, né le 7 avril 1912 à Varsovie (Pologne), demeurant à Paris, 86, rue de Miromesnil, agissant tant en son nom personnel qu'en celui de ses enfants mineurs : Alain, né le 21 août 1944 à Saint-Martin-d'Uriage (Isère) ; Laurent, né le 7 décembre 1951 à Paris (8e), et M. Serge Korenbaum, né le 1er octobre 1935 à Montreuil (Seine), déposent une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de substituer à leur patronyme celui de Lacrosniere.

ASSOCIATIONS

ASSOCIATIONS FRANÇAISES

DECLARATIONS

(Décret du 16 août 1901.)

18 avril 1958. Déclaration à la préfecture du Pas-de-Calais. **Société de dialectologie picarde.** But : susciter, encourager et publier tous travaux relatifs à la dialectologie picarde. Siège social : archives du Pas-de-Calais, Arras.

18 avril 1958. Déclaration à la sous-préfecture de Castres. **Amicale des sapeurs-pompiers du centre de secours de Brassac.** But : organisation de réunions, festivités et aide aux membres dans le besoin. Siège social : mairie de Brassac (Tarn).

18 avril 1958. Déclaration à la préfecture de la Réunion. **Joyeux boulistes.** But : pratique des boules. Siège social : 55, rue de l'Est, Saint-Denis.

19 avril 1958. Déclaration à la préfecture d'Oran. **Amicale Forez-Velay, Vivarais.** But : assurer la solidarité et le resserrement des liens cordiaux existant entre ses membres ; organiser bals, banquets, sorties champêtres et toutes manifestations où seront remises en honneur les coutumes foréziennes, vellaves ou vivaroises. Siège social : maison Dupuy, 4, rue Charles-Quint, Oran.

23 avril 1958. Déclaration à la sous-préfecture de Castres. **Association protestante d'entraide et d'éducation de Mazamet.** But : aide aux familles nécessiteuses et aux vieillards ; combattre le chômage ; création d'œuvre populaire, colonies de vacances, protection post-scolaire des jeunes salariés, formation spirituelle et intellectuelle, organisation de loisirs. Siège social : Temple Neuf, Mazamet (Tarn).

23 avril 1958. Déclaration à la sous-préfecture de Meaux. **Association locale des aides familiales rurales de Saint-Soupplets et environs.** But : aide aux familles. Siège social : mairie de Saint-Soupplets (Seine-et-Marne).

24 avril 1958. Déclaration à la sous-préfecture de Toulon. **Comité d'intérêt local des quartiers Bucaren, Gabriel-Hoirs, Pichon et limitrophes, à Six-Fours-la-Plage.** But : recueillir les desiderata des habitants de ces quartiers en vue d'obtenir toutes conditions de meilleure viabilité et d'embellissement. Siège social : villa Le Bercail, rue Frédéric-Mistral, Six-Fours-la-Plage (Var).

24 avril 1958. Déclaration à la sous-préfecture de Thiers. **Amicale des commerçants, industriels et artisans de Courpière.** But : organiser des manifestations commerciales et des fêtes, augmenter la solidarité entre les commerçants, les industriels et les artisans et accroître la prospérité de la ville de Courpière. Siège social : mairie de Courpière (Puy-de-Dôme).

24 avril 1958. Déclaration à la sous-préfecture de Morlaix. **Comité des fêtes de Pempoul.** But : créer ou développer les manifestations folkloriques et locales du quartier de Pempoul. Siège social : 28, quai de Pempoul, Saint-Pol-de-Léon (Finistère).

24 avril 1958. Déclaration à la sous-préfecture de Blaye. **Amicale des anciens et anciennes élèves, parents et amis de l'école publique d'Eyrans.** But : établir un lien entre les familles et l'école et promouvoir l'éducation populaire. Siège social : école publique d'Eyrans (Gironde).

24 avril 1958. Déclaration à la préfecture du Gers. **Comité des foires de la ville d'Auch.** But : organisation de foires, expositions, concours et manifestations commerciales et industrielles. Siège social : 3, place de Verdun, Auch.

24 avril 1958. Déclaration à la sous-préfecture de Castres. **Cercle cantonal des jeunes agriculteurs de Graulhet.** But : initiation à l'action syndicale et formation professionnelle des jeunes agriculteurs. Siège social : coopérative agricole de Graulhet (Tarn).

26 avril 1958. Déclaration à la préfecture du Rhône. **Cercle Bellecombe Lyon.** But : éducation populaire par la pratique des sports et la défense des intérêts matériels, moraux et culturels de ses membres notamment par l'organisation de réunions éducatives, de conférences, de jeux et de bibliothèques. Siège social : 19, rue de la Viabert, Lyon.

26 avril 1958. Déclaration à la préfecture de l'Aveyron. **Télé-Club de Comps-Lagrandville.** But : association de culture et de loisirs pour les jeunes. Siège social : Le Rastel, Comps-Lagrandville.

28 avril 1958. Déclaration à la préfecture de Loir-et-Cher. **Confrérie des compagnons de Grangousier.** But : faire connaître et apprécier le val de Loire, ses sites et ses produits. Siège social : mairie d'Onzain.

29 avril 1958. Déclaration à la sous-préfecture de Châtellerault. **Association familiale de l'établissement privé de formation professionnelle et de formation ménagère agricoles en milieu rural des Trois-Moutiers.** But : organisation, gestion et fonctionnement de cours postscolaires agricoles pour la formation professionnelle et ménagère de la jeunesse rurale. Siège social : route de Thouars, Trois-Moutiers (Vienne).

29 avril 1958. Déclaration à la sous-préfecture de Figeac. **Union de défense des intérêts cantonaux.** But : défense des intérêts cantonaux et de tous les intérêts locaux. Siège social : 7, avenue des Maquis, Saint-Céré (Lot).

30 avril 1958. Déclaration à la préfecture de Saint-Lô. **Consultation de nourrissons de Condé-sur-Vire.** But : organisation et fonctionnement des consultations de nourrissons ; surveillance médico-sociale des enfants du premier âge. Siège social : mairie de Condé-sur-Vire.

30 avril 1958. Déclaration à la sous-préfecture de Brest. **Groupement d'élevage par l'hygiène de la commune de Lannilis.** But : par tous les moyens scientifiques, l'amélioration du cheptel et sa productivité notamment en ce qui concerne sa santé, ainsi que l'exploitation économique des avantages acquis par son action. Siège social : mairie de Lannilis (Finistère).

2 mai 1958. Déclaration à la préfecture de police. **Théâtre populaire africain.** But : faire connaître les œuvres de la littérature noire dans le monde. Siège social : 14, rue de l'Abbé-de-l'Epée, Paris.

5 mai 1958. Déclaration à la préfecture de Niort. **La Familiale.** But : favoriser les œuvres d'éducation populaire pour les communes d'Exoudun et de Chenay. Siège social : salle Sainte-Thérèse, Exoudun.

5 mai 1958. Déclaration à la sous-préfecture de Montbéliard. **Groupe spéléologique de Montbéliard.** But : spéléologie sportive et scientifique. Siège social : 34, rue Grand-Chenois, Montbéliard (Doubs).

6 mai 1958. Déclaration à la préfecture de Mézières. **La Truite du Donjon.** But : lutte contre le braconnage et la pollution des rivières et réempoissonnement. Siège social : mairie de Vendresse.

6 mai 1958. Déclaration à la sous-préfecture de Morlaix. **Groupement d'élevage par l'hygiène de la commune de Plouescat.** But : par tous les moyens scientifiques, l'amélioration du cheptel et sa productivité, notamment en ce qui concerne sa santé, ainsi que l'exploitation économique des avantages acquis par son action. Siège social : mairie de Plouescat (Finistère).

6 mai 1958. Déclaration à la sous-préfecture de Redon. **Association locale des aides familiales rurales de Messac-Guipry.** But : aide aux familles. Siège social : route du Port, Guipry (Ille-et-Vilaine).

6 mai 1958. Déclaration à la préfecture de Montpellier. **Association des comptables de la région de Montpellier.** But : veiller à la sauvegarde des intérêts moraux et matériels de ses adhérents et développer leurs connaissances professionnelles par la diffusion des techniques les plus modernes de la comptabilité. Siège social : chalet des Oliviers, chemin vicinal 137, Montpellier.

9 mai 1958. Déclaration à la préfecture des Deux-Sèvres. **Association « La Courageuse ».** But : pratique des sports et en particulier de la boule en bois. Siège social : café Huguet, Sciecq.

9 mai 1958. Déclaration à la préfecture de police. **Amicale des anciens combattants de Saint-Gobain.** But : développement de l'esprit de solidarité et de camaraderie entre anciens combattants de la Compagnie de Saint-Gobain. Siège social : 18 *bis*, rue d'Anjou, Paris.

12 mai 1958. Déclaration à la préfecture des Bouches-du-Rhône. **Comité de la journée de vocations sacerdotales pour la Corse.** But : venir en aide aux besoins des œuvres sacerdotales du diocèse d'Ajaccio. Siège social : 5, rue Dragon, Marseille.

12 mai 1958. Déclaration à la sous-préfecture de Lorient. **Comité des fêtes de Landevant.** But : organisation d'une fête locale annuelle. Siège social : chez M. Le Toumelin, Landevant (Morbihan).

13 mai 1958. Déclaration à la préfecture de la Loire-Atlantique. **Comité des fêtes.** But : organisation de réjouissances locales. Siège social : mairie de Bouguenais.

MODIFICATIONS

18 avril 1958. Déclaration à la préfecture de la Vienne. **Société philharmonique de Mirebeau.** Additif au but : pratique de la musique par l'enseignement du solfège et de la technique des instruments ; répandre et favoriser l'éducation musicale populaire, complément normal de la culture générale, génératrice d'union et de paix, en s'occupant de toutes les questions d'ordre général intéressant les sociétés musicales d'amateurs quant à leur développement et à la culture musicale de leurs membres. Siège social : hôtel de ville de Mirebeau.

22 avril 1958. Déclaration à la préfecture de Tarbes. **Vacances et loisirs populaires** renouvelle la composition de son conseil d'administration et transfère son siège social du 36, rue du Cimetière-Saint-Jean, Tarbes, au 46, rue Georges-Clemenceau, Tarbes.

22 avril 1958. Déclaration à la préfecture de Tarbes. **Vacances et loisirs d'enfants** renouvelle la composition de son conseil d'administration et transfère son siège social du 36, rue du Cimetière-Saint-Jean, Tarbes, au 46, rue Georges-Clemenceau, Tarbes.

23 avril 1958. Déclaration à la sous-préfecture de Vitry-le-François. **Vélo-Club vitryat** transfère son siège social du café des Sportifs à l'hôtel de l'Etoile, faubourg de Châlons, Vitry-le-François (Marne).

28 avril 1958. Déclaration à la préfecture de la Seine-Maritime. **L'Union amicale « Les Enfants de la région du Nord »** transfère son siège social de la brasserie Excelsior, rue de la République, Rouen, à l'hôtel de la Poste, rue Jeanne-d'Arc, Rouen.

29 avril 1958. Déclaration à la préfecture de police. **Mérite artistique et musical (académie d'expansion philanthropique)** change son titre, qui devient **Dévouement artistique et musical (académie d'expansion philanthropique).** Siège social : 17, rue d'Hauteville, Paris.

29 avril 1958. Déclaration à la sous-préfecture de Saint-Quentin. La Société cynologique de l'Aisne change son titre qui devient **Entente canine des provinces de France.** Siège social : 16, avenue Faidherbe, Saint-Quentin (Aisne).

30 avril 1958. Déclaration à la préfecture de Quimper. **L'Association Kermeno** transfère son siège social du 11, rue du Frout, Quimper, au 10, rue Verdelet, Quimper.

12 mai 1958. Déclaration à la préfecture de la Haute-Vienne. **L'Amicale laïque du Vigenal** transfère son siège social du 144, avenue de Louyat, Limoges, au domicile de son président, M. Bauriaud, 12, boulevard des Tuilières, Limoges.

Paris. — Imprimerie des Journaux officiels, 31, quai Voltaire.